

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

24/05/2016

CASA JEUDI CINÉMA DROITS DE L'HOMME "JE SUIS LE PEUPLE"

مثل كل آخر خميس من كل شهر، تنظم جمعية اللقاءات المتوسطة للسينما وحقوق الإنسان، برسم شهر ماي 2016، فيلم وثائقي مميز للمخرجة أنا روسيو "أنا الشعب

Comme tout les derniers Jeudis du mois, l'ARMCDH vous propose pour le mois de Mai , le film documentaire de Anna Roussillon "Je suis le peuple", suivi d'un débat.

REDIFFUSION; Dimanche 29 Mai à 18h30-Salle 7ème Art

« La révolution ? T'as qu'à la regarder à la télé ! », lance Farraj à Anna quand les premières manifestations éclatent en Egypte en janvier 2011. Alors qu'un grand chant révolutionnaire s'élève de la place Tahrir, à 700km de là, au village de la Jezira, rien ne semble bouger. C'est par la lucarne de sa télévision que, Farraj va suivre les bouleversements qui secouent son pays. Pendant trois ans, un dialogue complice se dessine entre la réalisatrice et ce paysan égyptien : lui, pioche sur l'épaule, elle, caméra à la main. Leurs échanges témoignent du ballotement des consciences et des espoirs de changement : un cheminement politique lent, profond et plein de promesses..."

Med Culture) ويتم تمويل البرمجة الجديدة لجمعية اللقاءات المتوسطة للسينما وحقوق الإنسان بشكل مشترك بين الاتحاد الأوروبي، من خلال مشروع الثقافة المتوسطي (وزارة العدل والحريات، كما تحظى بدعم من المركز السينمائي المغربي والمجلس الوطني لحقوق الإنسان والمركز الثقافي نجوم سيدي مومن وجمعية الكشف المنير (Sortir mag) ومجلة)

La nouvelle programmation de l'ARMCDH est cofinancé par l'Union Européenne via le programme Med Culture, le ministère de la justice et des libertés, et appuyée par le Centre Cinématographique Marocain (CCM), le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), le Centre Culturel Les étoiles de Sidi Moumen, l'association Al Kachf Al Mounir et le magazine Sortir mag.

<https://allevents.in/casablanca/casa-jeudi-cin%C3%A9ma-droits-de-lhomme-je-suis-le-peuple/713092552126686>

Marrakech : COP22 à J-166

Les préparatifs de l'organisation de la COP22, qui se tiendra à Marrakech du 7 au 18 novembre prochain, vont bon train. En voilà, quelques infos de cet évènement majeur qui réunira Gouvernements et experts du climat.

Sur les 25000-30000 personnes attendues, 13 000 participants seront accrédités par le Secrétariat Général de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ce qui leur donnera accès à la zone gérée par l'ONU, dite bleu. Par ailleurs sont attendus 1500 journalistes, 8000 délégués de la société civile et des invités du monde entier...

La COP 22 va se dérouler sur un terrain de 25 hectares situé à Bab-Ighli à Marrakech (le long des remparts de la Médina). Les participants seront répartis en 4 zones.

Zone bleue directement gérée par le Secrétariat Général de la CCNUCC

Zone société civile

Zone innovations

Zone de rencontres et de travail

L'équipe officielle du Maroc :

Président du comité de pilotage : Salaheddine Mezouar, ministre des Affaires étrangères,

Commissaire général : Abdelâdim Lhafi

Ambassadeur pour la négociation multilatérale : Aziz Mekouar

Président du comité scientifique : Nizar Baraka, président du CESE

Envoyée spéciale pour la mobilisation : Hakima El Haite, ministre de l'Environnement

Responsable du pôle société civile : Driss El Yazami

Responsable financier : Faouzi Lekjaa

Responsable de la communication : Samira Sitaïl

Responsable de la logistique et de la sécurité : Abdeslam Bikrate

Responsable des partenariats public/privé : Said Mouline, directeur de l'Aderee

Responsable du pôle événements parallèles "side events" : Mohammed Benyahia

Le financement annoncé !

Gouvernement du Maroc : 30 millions euros !

Union Européenne : 10 millions d'euros (en négociation) !

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : 2 millions d'euros !

Fonds international de développement agricole (FIDA) : 1 millions d'euros !

Le premier coup de pioche

Le premier coup de pioche des travaux a été donné le 10 mai. Le coût de l'aménagement est estimé à 35 millions d'euros. Les entreprises impliquées sur le site Bab Ighli à Marrakech :

Aménagement du village : Groupement conduit par GL Events (Léni et Manzeh Diafa, L'Agence Publicis, GL Event Audiovisuel, GL Mobilier, Hall Expo, Capital Events).

Assistance à maîtrise d'ouvrage : Oger International Maroc.

Contrôle technique des travaux : Veritas Maroc.

Gestion des hébergements et des transports aériens et terrestres des participants : S'Tour et B Network

Communication : Agences Mosaik, Initiative 360 et Image Factory.

Les chantiers en cours :

Construction d'un centre de tri sélectif afin de produire du biogaz qui sera ensuite transformé en électricité

Rénovation du parc d'éclairage publique avec comme ambition une réduction de 40% de la facture énergétique de la ville

Réhabilitation de l'actuelle décharge et création d'une décharge aux normes actuelles à 34 km de la précédente

Livraison avant la COP22 de 4 BHNS , bus électriques à haut niveau de service, à Marrakech gérés par la société espagnole Alsa.

Création d'un parc photovoltaïque Sumitomo

Les Infos en bref

La Charte de l'environnement des collectivités territoriales de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima a été signée, le 22 mai à Tanger. Cette signature entre dans le cadre des préparatifs de la deuxième conférence des Parties des pays méditerranéens (MedCOP22).

Casablanca Finance City organisera le 4 novembre à Casablanca l'événement international "Climate Finance Day" (CFD) et succède ainsi à Paris Europlace, qui avait en 2015 piloté cette rencontre dans le cadre de la COP21.

Alsa, société espagnole de transport de voyageurs va équiper la ville de Marrakech de quatre bus touristiques 100% électriques. Ces bus à deux étages auront une longueur de 12 mètres et auront une capacité de 71 places assises. Ils devraient être en circulation une semaine avant le démarrage de la COP22.

Une "journée sans voiture" au Maroc se déroulera le dimanche 29 mai dans plusieurs villes dont Casablanca et Marrakech. Une grande première pour le royaume.

La plateforme collaborative internationale Construction21, associant en France notamment l'Ademe a lancé sur son site internet un concours sur des initiatives innovantes en matière de bâtiment durable, les "Green Building & City Solutions Awards 2016". La participation est gratuite. Les réalisations présentées doivent être livrées au plus tard le 30 juin.

Les porteurs d'initiatives "vertes" au Maroc peuvent soumettre en ligne, un projet, ou un événement pour qu'il bénéficie du "label" officiel COP22, Ceci via le site web dédié : <http://label-cop22.ma>.

Les événements à suivre

L'UNESCO à Paris accueille du 23 au 27 mai l'édition 2016 de la "Semaine africaine de l'UNESCO" avec pour thème "La femme africaine face au défi climatique". La princesse Lalla Hasnaa, sœur du roi du Maroc est marraine de la manifestation.

La deuxième semaine de l'Environnement se tient du 23 au 29 mai à Casablanca. Le thème du réchauffement climatique en lien avec la COP22 a été retenu. Au menu : conférences, activités de sensibilisation, nettoyage, remise des prix du Concours Casa Rues vertes ainsi que la journée sans voiture...

Pour les nuls

La COP ?

La Conférence des parties (COP ou Conférences Of the Parties ou « CdP » en français) constitue l'organe suprême de la convention. Elle se réunit chaque année lors de conférences mondiales où sont prises des décisions pour respecter les objectifs de lutte contre les changements climatiques.

A qui profite les COP ?

Aux pays organisateurs. Une COP équivaut l'organisation d'une manifestation internationale comme les jeux olympiques ou la coupe du monde de football. Les retombées médiatiques et économiques sont énormes.

Aux "Sponsors" et "mécènes". Ce sont des entreprises qui participent financièrement ou en nature à la logistique. Ces mécènes, triés sur le volet, mettent rarement la main au portefeuille. En général, ce sont les grands pollueurs comme Total, Areva... Leurs participations à ces événements consistent à exercer un lobbying auprès des décideurs pour préserver leurs propres intérêts.

Aux pays dits développés. Les enjeux liés au climat sont un nouveau marché fleurissant tels que le traitement des déchets, la fabrication des éoliennes, des centrales solaires... C'est aussi un contrôle sur les pays émergents comme la Chine, le Brésil...

A l'Organisation des Nations Unis. L'ONU renforce ses pouvoirs en s'affirmant comme un gouvernement mondial aux prises des décisions concernant la planète. L'ONU reste sous l'influence des États-Unis qui sont, eux-mêmes, sous contrôle de certaines puissances financières qu'on retrouve aussi parmi les mécènes cités plus haut.

Les COP dans tout ça ?

Les changements climatiques ne datent pas d'hier. Les modifications de notre climat sont en effet aussi anciennes que notre planète Terre. Les grandes tendances de la température planétaire au cours des temps géologiques montrent que le climat a été généralement plutôt chaud, hormis au cours des 5 ères glaciaires. La dernière étant celle du quaternaire, dans laquelle nous vivons actuellement.

Le changement climatique actuel n'est cependant pas considéré comme une modification ordinaire. Par son ampleur et sa rapidité, le réchauffement de notre climat peut être réellement qualifié d'extraordinaire dans l'histoire de notre planète.

La consommation des énergies fossiles (production d'énergie, carburant des véhicules, chauffage de l'habitat, industrie) est, de loin, le secteur le plus incriminé. Mais il ne faut surtout pas oublier le changement d'occupation des terres, incluant la déforestation, qui se situe à la seconde place en termes de responsabilité dans l'augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La seule solution cohérente possible est de sortir du productivisme industriel, de la privatisation des biens communs, de la destruction des terres nourricières et de la marchandisation du vivant.

« L'égoïsme, par nature, est sans borne : l'homme n'a qu'un désir absolu, conserver son existence, s'affranchir de toute douleur, même de toute privation ; ce qu'il veut, c'est la plus grande somme possible de bien être, c'est la possession de toutes les jouissances qu'il est capable d'imaginer, et qu'il s'ingénie à varier et à développer sans cesse. Tout obstacle qui se dresse entre son égoïsme et ses convoitises excite son humeur, sa colère, sa haine : c'est un ennemi qu'il faut écraser » de Arthur Schopenhauer, Le fondement de la morale.

Arlette Colin

<http://www.lavigiemarocaine.com/2016/05/marrakech-cop22-j-166.html>

<http://www.wakeupinfo.fr/2016/05/marrakech-cop22-j-166.html>



هل تطاول الـ CNDH على البرلمان؟

26/09/2016



كhalid الشراقي السوملي

القائمة على حقوق الإنسان يوم الأربعاء 10 دجنبر 2014 بمناسبة تخليد اليوم العالمي لحقوق الإنسان (التكرى السادسة والستين للإعلان العالمي لحقوق الإنسان).

ومن أهداف المذكرتين العمل على اعتبار المقاربة المركزة على حقوق الإنسان في مجالات التشريع ومراقبة عمل الحكومة وتقييم السياسات العمومية والدبلوماسية البرلمانية. وتركز المذكرتان، بالخصوص، على استشارة المجلس في ملاءمة التشريعات الوطنية مع المعايير والمقتضيات الدولية المرتبطة بحقوق الإنسان ودراسة الأثر مشاريع والمعاهدات والاتفاقيات المتعلقة بحقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني على المنظومة القانونية الوطنية وعلى التزامات المملكة في مجال حقوق الإنسان.

رابعا: إن الوظيفة التشريعية في الأنظمة الدستورية الحديثة لم تعد مقصورة على المؤسسات البرلمانية، كما كان الحال في الأنظمة التقليدية، وحتى وإن كانت عملية التصويت والمصادقة على القوانين تبقى من اختصاص البرلمان من الناحية الشكلية، إلا أن التوجهات الحديثة في التشريع الدستوري جعلت الوظيفة التشريعية ميانفرا تقاسمه الحكومة والبرلمان ومؤسسات دستورية أخرى، من قبيل مؤسسات الحكامة، فضلا عن المواطنين، في ظل تكامل الديمقراطية التمثيلية والتشاركية. حيث أصبح للمواطنين والمواطنين الحق في تقديم ملاحظات في مجال التشريع، ضمن شروط وكيفيات تحددها قانون تنظيمي (الفصل 14 من الدستور)، ويتعلق الأمر بمشروع القانون التنظيمي رقم 64.14 بتحديد شروط وكيفيات ممارسة الحق في تقديم الملاحظات في مجال التشريع، والمعروض حاليا على البرلمان.

وبناء على الأناس السالفة الذكر، أصبح للمجلس الوطني لحقوق الإنسان دور مهم في مساعدة البرلمان في ممارسة أدواره في التشريع، بما في ذلك التزامات الدولة في مجال حقوق الإنسان على المستوى الدولي، واستشارته من قبل الحكومة والبرلمان بشأن محفوى مشاريع ومقترحات القوانين الجديدة، والتأكد من مدى احترامها لمبادئ ومعايير حقوق الإنسان والعمل على تقديم مقترحات، عند الاقتضاء، من أجل ملاءمة التشريعات الوطنية مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان.

ولذلك، فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان أصبح قناة ضرورية تمر عليها جميع مشاريع ومقترحات القوانين التي لها ارتباط بحقوق الإنسان قبل المصادقة عليها، وهذا ليس تدخلًا في الاختصاص التشريعي للبرلمان، بقدر ما هو عمل يرمي إلى صقل التشريع في مجال حقوق الإنسان وتجويده حتى يكون مطابقا للدستور الذي أكد على التزام المملكة المغربية باحترام مبادئ حقوق الإنسان، من جهة، وحتى لا يصير القانون عرضة للطن أمام القضاء بمنطوق الفصل 133 من الدستور عندما نص على أن المحكمة الدستورية تختص بالنظر في كل دفع متعلق بعدم دستورية قانون أثير أثناء النظر في قضية، وذلك إذا دفع أحد الأطراف بأن القانون الذي سيطبق في النزاع، يمس بالحقوق والحريات التي يضمنها الدستور.

استاذ القانون العام بكلية الحقوق بالرباط

أحدث المجلس الوطني لحقوق الإنسان في حلة جديدة بمقتضى ظهير فاتح مارس 2011 في سياق مسلسل الإصلاحات التي شهدها بلادنا، وهذه المؤسسة، التي تغير اسمها من مجلس استشاري إلى مجلس وطني، أنيطت بها مهام وصلاحيات جديدة وتنوعت تدخلاتها بعدما تم الإرتقاء بها إلى مؤسسة دستورية وفق مقتضيات الفصل 161 من الدستور الحالي لسنة 2011.

وقد لوحظ أن هذه المؤسسة أصبحت في السنوات الأخيرة تلعب دورا أساسيا في تقديم رأيها الاستشاري بخصوص عدد من مشاريع القوانين التي ارتبطت بحقوق وحريات المواطنين قبل المصادقة عليها من قبل أعضاء البرلمان، إما يطلب من الحكومة أو من البرلمان أو جهات أخرى لدرجة أن بعض البرلمانيين أبدوا تخوفهم من تدخل هذه المؤسسة في مجال اختصاصهم الأصلي المتمثل في الوظيفة التشريعية.

وترى أن تدخل المجلس الوطني لحقوق الإنسان في التشريع من خلال آرائه الاستشارية له ما يبرره لاستناده إلى الأسس التالية: أولا: يضطلع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، كما ينص على ذلك الظهير المنظم له، بإبادة الرأي في كل القضايا المتصلة بحماية واحترام حقوق الإنسان وحريات المواطنين والجماعات والهيئات، حيث يتولى المجلس بحث ودراسة ملاءمة النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل مع المعاهدات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان وبالقانون الدولي الإنساني، التي صادقت عليها المملكة أو انضمت إليها (المادة 13 من الظهير)، ويقدم المجلس للبرلمان والحكومة، بناء على طلب أي منهما، المساعدة والمشورة بشأن ملاءمة مشاريع ومقترحات القوانين مع المعاهدات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، التي صادقت عليها المملكة أو انضمت إليها (المادة 16 من الظهير)، كما يقوم المجلس بدراسة مشاريع المعاهدات الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان وبالقانون الدولي الإنساني، الحالة عليه بصورة منتظمة من طرف الجهات المختصة (المادة 18)، وفي هذا الإطار أصدر المجلس منذ إحداثه العديد من التوصيات والإراء الاستشارية.

ثانيا: النظام الداخلي لمجلس النواب لسنة 2013 أسس لجنة جديدة بالأسبب لعلاقة البرلمان مع باقي المؤسسات الوطنية المعنية بالحقوق والحريات والحكامة الجيدة، ومن بينها المجلس الوطني لحقوق الإنسان، حيث تضمن النظام الداخلي 7 مواد تؤسس لعلاقة مضبوطة بين مجلس النواب والمؤسسات الوطنية الوارد ذكرها في المواد من 161 إلى 170 من الدستور.

ثالثا: إن مبادئ بفرغاد تعتبر الوثيقة الدولية المرجعية في مأسسة العلاقة بين البرلمانات الوطنية والمجالس الوطنية المعنية بالحقوق والحريات، حيث نصت هذه الوثيقة على وجه الخصوص، على الالتزامات المشتركة للطرفين، منها تقديم المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان المشورة والتوصيات والمعلومات، إلى البرلمانات بشأن القضايا المرتبطة بحقوق الإنسان.

رابعا: تم توقيع مذكرتي تفاهم بين المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومجلسي البرلمان لتعزيز تبنى المؤسسة التشريعية للمقاربة

أصبح CNDH

قناة ضرورية

تمر عليها

جميع مشاريع

ومقترحات

القوانين التي

لها ارتباط

بحقوق الإنسان

قبل المصادقة

عليها

الجامعة الشعبية لمؤسسة الفقيه التطواني للعلم والأدب تستضيف الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية محمد نبيل بنعد الله

وقد تمكن محمد نبيل بنعد الله، طيلة هذا اللقاء الذي دام قرابة الثلاث ساعات، من مقارنة العديد من المواضيع المرتبطة بالراهن السياسي الوطني، في إطار الوضع الذي يميز حزب التقدم والاشتراكية، حيث قام بتصحيح مجموعة من المغالطات والإدعاءات التي أثيرت مؤخرا حول القانون رقم 19.12 المتعلق بالعمال والعاملات المنزليين، وبسط موقف حزب التقدم والاشتراكية من التحالفات ومن إصلاح أنظمة التقاعد والانتخابات التشريعية المقبلة، بالإضافة إلى مواضيع أخرى ننشر أهمها في الورقة التالية.

إعداد: محمد حجوي

نظمت مؤسسة الفقيه التطواني للعلم والأدب، في إطار جامعها الشعبية، يوم الثلاثاء الماضي، بمدينة سلا، لقاء مفتوحا مع محمد نبيل بنعد الله الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية، أطره الزملاء عمر الشراوي، وعبد الحق بلشكر، وصباح بن داود. وتميز هذا اللقاء الذي عرف حضورا وازنا ومكثفا، بالكلمة التقديمية التي ألقاها رئيس المؤسسة أبو بكر التطواني الذي شدد فيها على أهمية اللقاء مع شخصية سياسية بارزة من طينة الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية، مبرزا أهم الانتظارات ومواضيع الساعة التي يتعين على نضيف المؤسسة أن يقارنها من موقع الفاعل السياسي، خاصة تلك التي تستأثر باهتمام الرأي العام الوطني.

التقدم والاشتراكية لن يرضخ للتحكم والتحالفات التي يدعو لها ترمي إلى خلق خندق للديمقراطية والمساواة والعدالة الاجتماعية

هذا القانون، تقنين ساعات عمل العمال والعاملات المنزليين، وتحديدتها في 48 ساعة على أبعد تقدير، وإقرار العطلة الأسبوعية والسبوتية، وفرض الانخراط في الضمان الاجتماعي والتغطية الصحية ومنع الأشغال الشاقة بالنسبة للفئة العمرية ما بين 16 و18 سنة، مشيرا إلى أن حزب التقدم والاشتراكية يعتبر ذلك مكسبا اجتماعيا يتعين تنميته، وفي الوقت ذاته السعي نحو رفع السن إلى 18 سنة. وأضاف المتحدث أن هناك قانونا يعرفه الجميع، وهو يحدد سن إجبارية التعليم في 15 سنة كاملة حيث يصبح التعليم غير إجباري ابتداء من 16 سنة، وهناك أيضا مدونة الشغل التي تنص على أن سن التشغيل يجتاز من 15 سنة كاملة، وهو ما يفيد، بحسبه، أنه بموجب قانون الشغل يمكن للفئات أن يشتغلن في معاميل النسيج ومعاميل البلاستيك وفي الضياع الفلاحية، وهذا في نظره هو الواقع الذي يسعى البعض إلى تغييره.. علما، بضيف المتحدث، أن دولا توصف بالمتقدمة كأمريكا وفرنسا ودول الاتحاد الأوروبي عموما، تحدد سن التشغيل في 16 سنة مع بعض الاستثناءات المرتبطة بمنع الأعمال الشاقة على الفئة العمرية ما بين 16 و18 سنة.

وللتبرير على أن المستهدف من هذه الحملة هو حزب التقدم والاشتراكية، قال نبيل بنعد الله، إن هذا القانون مر من مجلس المستشارين، وتم التصويت عليه بالإيجاب داخل اللجنة من طرف جميع الأحزاب السياسية باستثناء الاتحاد الاشتراكي، لكن هذا الموقف تغير بقدرة قادر، عندما طرح بجلس النواب، وميات نفس الأحزاب التي صوتت لصالح القانون، ضده اليوم، وهو ما يعتبر ضحكا على المواطنين المغاربة واستهزاء بذكائهم.

وفي السياق ذاته، نفى الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية، أن يكون هناك أي حديث عن سحب المشروع، بل هناك طلب إرجائه إلى حين التوصل إلى صيغة ممكنة ومتوافق بشأنها.

وبخصوص موقف المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أكد نبيل بنعد الله، أن هذه المؤسسة الدستورية، ليست لها صلاحيات تنفيذية، وهي تقارب الموضوع من منظور حقوق الإنسان بشكل مجرد، ولا تأخذ بعين الاعتبار الأمور الأخرى المرتبطة بالظرفية السياسية. وفي نظر هذه المؤسسة فإن سن التشغيل يتعين أن يرتبط بسن الرشد أي 18 سنة، علما أنه بالنسبة لوزير الإسكان وسياسية المدينة، الأمر مختلف، وإذا أردنا أن نصل إلى 18 سنة في هذا القانون فيتعين أن نغير مدونة الشغل وقانون إجبارية التعليم.

المشكلة في "الدويج" وحزب التقدم والاشتراكية لن يرضخ للتحكم في شكله الجديد

أوضح محمد نبيل بنعد الله أن أطرافنا في المعارضة لا زالت لم تستمع بعد أن الشعب المغربي قال في الانتخابات التشريعية 2011 "لا مشروع أريد تمريره في سنوات 2007 و2008 و2009 من أجل القول بأن كل الهيئات السياسية لم تعد صالحة، بما فيها تلك المنتمية لأعمق الشعب المغربي، أي الأحزاب الوطنية والديمقراطية". وأضاف أن

التغييرات الجوهرية في ملف القضية الوطنية مرتبطة بحدوث تغييرات جوهرية في طبيعة النظام الجزائري

أكد الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية، أن المغرب يفضل مقترح الحكم الذاتي، تمكن من استرجاع المبادرة بالنسبة للقضية الوطنية وخرج من الغزلة التي كان فيها، وهو ما يفرض، بحسبه، التأكيد على صلابته ومثابته هذا الموقف وهذا المقترح الذي وصف بالجدوي والواقعي، مضيفا أن قوة الموقف المغربي أمام كل التقلبات، هي الإجماع الوطني وراء جلالته الملك. وربط محمد نبيل بنعد الله إمكانية حدوث تغييرات جوهرية في التعاطي مع القضية الوطنية، بحدوث تغيير جوهر في النظام الجزائري، وقال في هذا الصدد "إن القضية الوطنية ستستمر في المحافل الدولية لسنوات أخرى، ولن تكون هناك تغييرات جوهرية في الأفق المنظور، دون حدوث تغييرات جوهرية في طبيعة النظام الجزائري الذي صنع المشكل وهو مستمر في فرض تحكمه على صنيعة البوليساريو".

وفي نظر الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية، يعر ربح معركة القضية الوطنية، بالضرورة، عبر مثابته الجبهة الداخلية وبناء المجتمع الديمقراطي والحداثة والتقدم على المستوى الاجتماعي والاقتصادي. ولبلوغ هذا الهدف المجتمعي، يشترط نبيل بنعد الله ضرورة الاعتدال عن أسلوب التحكم الذي يمس هذا التوجه والذي يؤثر بشكل سلبي على مثابته الجبهة الداخلية لتجاء القضية الوطنية، خاصة وأن الجميع يعتبر أن البلاد تنمو وتتطور في إطار الملكية الدستورية البرلمانية والاجتماعية، وأن مسلسل البناء والتقدم المجتمعي يتواصل بتدرج.

قانون العاملات والعمال المنزليين جاء لتجاوز وضعية اللاقانون

كشف محمد نبيل بنعد الله حقيقة الحملة التي تستهدف حزب التقدم والاشتراكية، والجهة التي تقف وراءها، تحت ذريعة معارضة القانون رقم 19.12 المتعلق بالعمال والعاملات المنزليين، والذي أثيرت حوله ضجة مقتعلة، بترويج العديد من المغالطات.. وأوضح الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية، أن تلك الجهات سخرت عشرات الملايين من الدراهم على مواقع التواصل الاجتماعي، خاصة مع قرب الانتخابات التشريعية، من أجل ضرب واستهداف حزب التقدم والاشتراكية الذي قرر أن يصمد في وجه التحكم، وأن يقول كلمته باستقلالية تامة ودون الركوع لأحد.

وأضاف محمد نبيل بنعد الله أن هذا القانون، عكس المغالطات التي يتم الترويج لها، لم يات لتحديد سن التشغيل في 16 سنة، بل جاء بمجموعة من المكتسبات التي تهدف إقرار الحماية الاجتماعية والقانونية للعمال والعاملات المنزليين كيف ما كان ساهم، وجاء لتجاوز وضعية اللاقانون التي تجعل هذه الشريحة الاجتماعية، من 16 سنة إلى 60 سنة، في وضعية استغلال بشع ومستمر، دون حسيب ولا رقيب.

ومن أبرز المقتضيات الحمائية التي جاء بها



ترشيحي لخوض الاستحقاق التشريعي القادم متروك لقيادة الحزب والانتخابات سيخوضها حزب الكتاب بشكل لافت

التقدم والاشتراكية يسعى إلى تقرب وجهات النظر بين الحكومة والنقابات وسيستمر في هذا المسعى من أجل التوصل إلى اتفاق يرضي الجميع

يسودها تدمير حقيقي، خاصة تلك التي اكتشفت الحقيقية بعد نتائج الانتخابات الجماعية لسنة 2015، حيث ظهر، بحسبه، أن تلك الأحزاب تريد أن تعبر عن رأيها وقراراتها بكل استقلالية، مشيراً إلى أن الحقل السياسي يعتز بوجود أحزاب سياسية من أمثال حزب التقدم والاشتراكية التي تغامر بمصير مسؤوليتها من أجل أن تقول الحقيقة ومواجهة بيع الأوهام للمغاربة.

واستغرب نبيل بنعبد الله، كيف لشخص أن يصرح أن سيحدث 300 ألف منصب شغل في جهة واحدة، دون أن يرف له طرف، ودون أن تثار حوله أي ردود فعل إعلامية، وكان الأمر يدخل في إطار المقدس الذي لا يمكن انتقاده، مشيراً إلى أن المغاربة ناضلوا من أجل حرية التعبير وحرية الكلمة، ومضيفاً أن مخطط إقلاع الذي أعلن عنه الوزير مولاي محفظ العلمي وضع هدف بلوغ 500 ألف منصب شغل على مدى خمس سنوات وعلى امتداد التراب الوطني، ولم يصل بعد إلى هذا الهدف.

سندخل الانتخابات التشريعية المقبلة بشكل لافت

لم يحسم الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية محمد نبيل بنعبد الله فيما إذا كان سيقترن في الانتخابات التشريعية المقبلة أم لا، واكتفى بالتأكيد على أن الأمر متروك لقيادة الحزب وأن قرار ترشحه من عدمه يعود لها وتغير مرتبط به شخصياً لأن المسألة هي أعمق من كل ذلك، تهم الحزب بكامله.

وبالنسبة للمنتخب التي يتوقعها حزب التقدم والاشتراكية في الانتخابات المقبلة، عبر محمد نبيل بنعبد الله عن صعوبة توقع رقم معين، لكنه أكد على أن حزب الكتاب سيتقدم بالشكل الذي ستنتقد إليه الأنظار، مشيراً إلى أن عدد الأصوات التي حصلت عليها حزبه في الانتخابات الجماعية الأخيرة قاربت النصف مليون صوتاً، وهذا في نظره معطى إيجابي ومهم، لأن ذلك يعني أن حزب التقدم والاشتراكية دخل معترك الأحزاب السياسية الكبرى.

وفي السياق ذاته، قال الأمين العام أن القيادة الحزبية والالتزام التنظيمية المختصة هي في طور دراسة الدوائر الانتخابية وأن جزء كبيراً منها تم الحسم فيها.

وحول ما إذا كان تخفيض العتبة إلى ثلاثة في المائة في صالح حزب التقدم والاشتراكية، أوضح بنعبد الله أن تعاطي حزبه مع مسألة العتبة هو تعاطي مبدئي، وأن الذي خدم حزب الكتاب هو صحة اختياراته السياسية التي اتخذها بشكل إرادي وفي إطار الاستقلالية التامة، مؤكداً على أن الحزب في الانتخابات المقبلة يعول على قوته الذاتية ولا يعول على أحد.

نحن نتحالف مع من يقدم مسار الديمقراطية ويواجه التحكم ويتجاوب مع نبض الشعب

وبخصوص التحالفات التي أعلن عنها حزب التقدم والاشتراكية في وقت سابق، ودون انتظار نتائج الانتخابات المقبلة، أكد بنعبد الله أن الشروط التي أنتجت التحالف مع العدالة والتنمية والحركة الشعبية وحزب الاستقلال في مرحلة سابقة، ثم التجمع الوطني للأحرار في مرحلة لاحقة، هي نفس الشروط التي لازالت قائمة اليوم، وأن هناك رغبة على الأقل، لدى أحزاب التقدم والاشتراكية والعدالة والتنمية والحركة الشعبية، في مواصلة العمل داخل نفس التحالف، وقد أعلنت هذه الأحزاب صراحة عن ذلك.

ممكن، لكنه أكد على أن السياسة هي أخلاق قبل كل شيء، ووضوح في الموقف وفي الرؤية، مشيراً إلى أنه إذا انتقدت الشروط التي على أساسها عبر عن معارضة حزبه لحزب الأصالة والمعاصرة، وعاد للممارسة السياسية السلمية، "يمكن حينها أن نتعامل معه"، يضيف المتحدث الذي أكد على أن "لك غير ممكن في ظل الشروط الحالية وفي ظل الممارسات الحالية التي يتحكم في المشهد السياسي والحزبي".

كفى من الاستهتار بذكاء المغاربة

من جانب آخر، انتقد الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية، بشكّل صريح، الأمين العام لحزب الأصالة والمعاصرة، وخاصة خرجاته الإعلامية الأخيرة التي وصفها بـ "الخطيرة جداً" سواء عندما أقدم زعيم حزب التراكتور على اتهام الدولة بتزوير الانتخابات التي جرت سنة 2011 في الوقت الذي كان فيه خطاب رسمي تطميني مفاده أن تلك الانتخابات ستتم في نزاهة وشفافية، بالإضافة إلى التصريح الذي جاء في عز الصراع مع الأمين العام الأمامي بأن كي مون، حيث صرح إلياس العمري، ضدًا على إجماع وطني وقرار دولي بوجاهة وجدية وواقعية المقترح المغربي، أن "مقترح الحكم الذاتي جاء متسرعاً".

وفي السياق ذاته، قال نبيل بنعبد الله "كفى من هذا النوع من الاستهتار، ومن السعي للتحكم في الحياة السياسية وممارسة لضغط والإكراه، من خلال التدخل في قرارات الأحزاب السياسية الذي ضاقت ذرعاً بذلك وبسات

والتحكم بكل أشكاله تمكنت من ذلك، وبالتالي، يقول بنعبد الله، "فهو لن يرضخ للتحكم في شكله الجديد". وفيما إذا كان حزب التقدم والاشتراكية يضع خطوطاً حمراء، في التعامل مع حزب الأصالة والمعاصرة، أوضح نبيل بنعبد الله أن تربيته السياسية تمنعه من قول كلمة "إنسا" أو "عسير

هاته الأطراف حاولت أن توهم الشعب بأن المشروع التخموي الذي يقوده جلالة الملك يحتاج إلى قوة سياسية بديلة جديدة تم إنشاؤها وأطلق عليها اسم الأصالة والمعاصرة، على أنها ستعوض كل القوى الأخرى، وبأنها هي التي ستشكل السند لهذا المشروع التنموي.

وفي الوقت الذي أكد فيه الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية، أن حزبه، منذ تلك الفترة، وقبل أن يكون هناك أي تحالف مع العدالة والتنمية،

قال لا لهذا المشروع، واعتبره "مشروعاً سياسياً يشكل خطراً على المسار الديمقراطي"، حرص على أن يميز أن من داخل حزب الأصالة والمعاصرة هناك العديد من الطاقات والأطر التي تستحق أن تنتظم داخل حزب سياسي وأن تدخل غمار التيار الديمقراطي والنزاهة، مشيراً إلى أن مشكلة هذا الحزب تكمن في "الدويج"؛ حيث أقدم هذا الحزب، سنة 2009، بقول بنعبد الله، "على ممارسة الضغط والإكراه على المرشحين ومنعهم من الترشح ضمن نواحي الأحزاب الوطنية، كما مورس هذا الضغط على مرشحي حزب التقدم والاشتراكية، لأنه وقف ضد هذه الممارسات".

وأضاف المتحدث أن نفس الممارسات لازالت مستمرة، ما يجعل حزب التقدم والاشتراكية مستمراً في رفضها، مؤكداً أنه لا الاستعمار استطاع أن يسكت حزب التقدم والاشتراكية ولا سنوات القهر والقمع



بطاقة تعريف لمؤسسة الفقيه التطواني للعلم والأدب

خلال الأربعينيات، أعوام 1946، 1947، و 1948. وقضى الفقيه التطواني ما يقارب القرن من الزمن مناضلا في خدمة العلم وأمله، وترك رصيدا علميا وأديبا وأخلاقيا، تخرّجه شخصيته الفريدة من نوعها، والتي تجمع بين خصال العلم والصونية والوطنية والتواضع. ولم يكن يتطلع للوظائف السامية التي عرضت عليه ولم يقبلها، بل إنه قبل خُطابة المسجد الأعظم بسلا بعد امتناع، لتختل عندها لغيره...

أما بيته بسلا العتيقة، فكان قبلة للعلماء والأساتذة والطلاب، مغاربة ومستشرقين، يأتون طالبين للإفادة والاستشارة، حيث عرف عنه أنه كان مرجعا حيا للباحثين والطلبة في مجال مؤلفات ومخطوطات وتراجم المغرب والأندلس. كان الفقيه التطواني من المتصلعين في العلم، ومن المشتغلين بالبحث في المخطوطات، حيث اشتهر بخبرة نادرة بالمصادر الأصيلية، ورصد مكانها، وهي ميزة بارزة اكتسبها بفضل ثقافته التاريخية، وعكفته على المطالعة، واستغاله ببيع الكتب في مكتبته بالرباط.

وقد اهتم الفقيه بمجال التأليف منذ شبابه، وكان من نتاجه العلمي عدة تأليف وكتب صغيرة في كرايس تدل على سعة علمه، ومقالات منشورة في مجلات مغربية وجزائرية وتونسية، نذكر منها من باب الاختصار مقالاته خلال العشرينيات من القرن 20 في جريدة «الشهاب»، ومقالاته المنشورة بجريدة «العلم» ودراسة حول الزيارة الملكية لمنحة طنجة منشورة بمجلة «رسالة المغرب» سنة 1948.

وكانت له خدمات علمية من طراز آخر، تتمثل في الحصول على نوابر المخطوطات والمطبوعات، التي يفتننها من المغرب، أو يسافر من أجلها إلى المشرق، جزء منها موجود في الخزنة العامة بالرباط، وقد قدم البعض منها إلى الخزنة العلمية الصبيحية لسلا إثر تأسيسها.

ويكفي للتدليل على مكانة هذا الرجل وخصاله وشخصيته العامة، الإشارة لعلاقة الروابط الروحية والصداقة الحميمة التي جمعتها العلامة الجليل محمد المختار السوسي، الذي كان يزوره بانتظام إثر استقراره بالرباط عشية كل جمعة في داره بسلا.

كما كان، رحمه الله، يحظى باحترام وتقدير كبيرين من لدن العارفين بقدره وقضاه، لمكانته العلمية ولأخلاقه في المجالس الدينية ولتعامله مع أصدقائه ومع العموم، فضلا عن سلوكة الصوفي وكفاحه الوطني، فقد تحدث عنه ثلة من الأساتذة والكتّاب والشخصيات، نذكر منهم العلامة محمد المثنوي والأستاذ أبي بكر القادري والأستاذ عبد الله الجرابي والشيخ منير الدمشقي وغيرهم...

أنشئت مؤسسة الفقيه التطواني للعلم والأدب عام 2010 بمدينة سلا، بحضور العديد من الفعاليات الفكرية والعلمية والجمعية وعائلة الفقيه التطواني.

وتقوم أهدافها وبرامجها وتوجهاتها تقوم على:

• الرصد العلمي والأخلاقي والأدبي الذي تخرّجه شخصية العلامة الفقيه التطواني

• إسهام في حركة المجتمع المدني وتنشيط الحقل الثقافي المحلي والوطني

• الانفتاح على المؤسسات المماثلة وعقد اتفاقات

شراكة ودعم الهوية الثقافية والوطنية

• إحداث الجامعة الصيفية وجائزة الفقيه

التطواني الإبداعية

وقد افتتحت مؤسسة الفقيه التطواني

للعلم والأدب مقرها بحي بطانة بسلا، ليكون

فضاء للحفظ على ذاكرة الفقيه ومسيرته

والعلمية والأدبية والوطنية كأحد أعلام

المغرب ورموزه التاريخية. ونظمت عدة

لقاءات حول المسار الفكري والأدبي للفقيه

أبو بكر التطواني، وتم تشكيل لجن تعنى

بالجوانب الاجتماعية والعلمية والإعلامية

والإدارية، وكذا لجنتي الجائزة الإبداعية

والجامعة الصيفية.

نبذة عن العلامة الفقيه التطواني

محمد بن أبي بكر بن محمد الشاوي السلوي الفقيه التطواني، أحد وجوه العلم والأدب ومن أهل المعرفة والوطنية. ولد بمدينة سلا في متم رمضان عام 1901م، من أسرة علمية عريقة، أصلها من عرب الشاوية، انتقلوا إلى سلا بعد أن كان استقرارهم بمدينة تازان، ولذلك عرفت أسرتهم بالتطوانيين.

استكمل حفظ القرآن وتجويده بمسقط رأسه على يد خيرة الفقهاء، ودرس العلوم اللغوية والشريعة على يد والده، رحل إلى فاس قصد إتمام دراسته، وهناك قضى حوالي عشر سنين لازم فيها الشيخ عبد الحي الكتاني، فكان ينسخ له مؤلفاته ومخطوطاته، مما مكّنه من الاطلاع الواسع على العلوم الإسلامية والحديثة، وحضور مجالس كبار العلماء المسلمين والمستشرقين، وتمكن الشيخ التطواني خلال مقامه بفاس من تحصيل العلوم التي كانت تدرس بالقرورين، كما كانت رحلاته إلى الجزائر وتونس وليبيا ومصر وسوريا ولبنان والحجاز فرصة للقاء بأعلام المشرق والمغرب.

وللفقيه التطواني تاريخ حافل من الذاكرة الوطنية، حيث شارك في الحركة الوطنية، واعتقل من طرف المستعمر، وتحمل المضايقات بصبر وثبات. وكان موضع تقدير رسمي، حيث نال ثلاث جوائز ملكية في مناسبات عيد العرش

وأوضح الأمين العام، بالنسبة لحزبي الاتحاد الاشتراكي والإستقلال، أن التجربة المناجحة لحكومة التحالف التوافقي بقيادة المناضل عبد الرحمان اليوسفي، تميزت بمشاركة أحزاب الكتلة الديمقراطية، أي التقدم والاشتراكية، والاتحاد الاشتراكي، والإستقلال، بالإضافة إلى حزبي الحركة الشعبية والتجمع الوطني للحرار. واستمر نفس التحالف في عهد حكومة إدريس جطو وفي عهد حكومة عباس الفاسي. وبعد هذه التجربة الحالية، يضيف بنعبد الله "نريد أن يعود حزبا الاتحاد الاشتراكي والإستقلال إلى موقعهما الطبيعي، أي إلى خندق النضال ضد كل أنواع التحكم، مشيرا إلى أن اللقاء الذي جمع قيادة حزب التقدم والاشتراكية مع قيادة الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية، كان بهدف توسيع دائرة المناضلين الديمقراطيين من أجل استقلالية القرار الحزبي، ومن أجل توسيع الجبهة، ومن أجل الديمقراطية والمساواة والعدالة الاجتماعية. وردا على بعض الإدعاءات المغرضة التي اثبتت

عقب اللقاء مع الاتحاد الاشتراكي، أكد نبيل بنعبد الله على أن حزب التقدم والاشتراكية وجد قبل العدالة والتنمية وقبل الأحزاب الأخرى، وأن هدفه من اللقاء مع الاتحاد الاشتراكي وطلب اللقاء مع حزب الإستقلال، هو الرغبة في المساهمة في أن يعود حزبان وطنيان أساسيان إلى الصف الذي يلبق بهما ويتاريخهما، وهو النضال ضد جميع أنواع التحكم، وإعطاء دفعة

كبيرة لليسار ولجبهة اليسار من استرجاع مكانته الحقيقية، مؤكدا على أن تلك هي رغبة حزب التقدم والاشتراكية سواء كان في المعارضة أو في الأغلبية. ووجد بنعبد الله التأكيد على أن التحالف مع العدالة والتنمية لم يترز عنه مسارته، ولا أحد يمكنه فعل ذلك، لأن اليسار يوجد في الجبهات المؤسسة لحزب التقدم والاشتراكية، وهو الذي أدخل اليسار

إلى المشهد السياسي المغربي، مشيرا إلى أن قيم وجراة حزب الكتاب تقوض عليه إن يقول إن الصواب هو أن يتحالف مع من يقدم مسار الديمقراطية، ومواجهة التحكم، وأن يتجاوب مع نبض الشعب الذي قال كلمته في انتخابات التشريعية 2011. وأضاف المتحدث، أن التجربة اثبتت صحة موقف حزب التقدم والاشتراكية واختياراته، خاصة وأنه لم

يسجل، في نظره، أي تراجع على مستوى الحريات والقيم التي يناضل من أجلها، وأن التحالف مع العدالة والتنمية كان بهدف تقديم المسار الديمقراطي ومواجهة النكوص إلى الوراء.

إشهار الرهان في الإعلام لا يشكل خطرا

أكد نبيل بنعبد الله أن حزب التقدم والاشتراكية سبق أن عبر عن موقفه بشكل واضح بخصوص إشهار الرهان في الإعلام، مشيرا أنه لو كان في موقع المسؤولية، أي لو كان هو المشرف على القطاع، لن يلتفت إلى هذا الموضوع لأنه لا يشكل خطرا، خاصة وأن تمويل القطاع الرياضي في المغرب يتم عبر هذا الأسلوب، مبرزا أنه من الممكن الاتفاق على منع هذا النوع من الإشهار في التلفزيون العمومي، لكن بالنسبة للصحافة المكتوبة فسيشكل ذلك في نظره خسارة مزبوجة، حيث أن هذه الصحافة تعاني أصلا من ضعف المروئية فكيف لنا أن نحرمها من جزء من مصدر تمويلها. سيكون ذلك إجحافا في حقها.

وأوضح، الأمين العام لحزب التقدم والاشتراكية، بهذا الخصوص، أن فرقة البرلماني فريق التقدم الديمقراطي، قدم تعديلا حول المادة المعنية داخل اللجنة مجلس النواب مشيرا إلى أن هناك نقاشا وسط الأغلبية حول الموضوع وسعتم بدون شك، بحسبه، التوصل إلى نص متوافق بشأنه، لافتا الانتباه إلى أن سر نجاح الأغلبية هو أنها تشتغل حول العديد من القضايا بشكل توافقي.

نعم للحوار الاجتماعي لكن مع استعجالية إصلاح أنظمة التقاعد

عبر محمد نبيل بنعبد الله عن أمله في أن يتم إصلاح أنظمة التقاعد خلال هذه الولاية التشريعية، مؤكدا على أن حزبه يبذل مجهودا كبيرا من أجل تقريب وجهات النظر بين الحكومة والنقابات. كما شدد على أن حزب التقدم والاشتراكية لا يمكنه التفريط في حقوق الشغيلة في إطار المستعجال والممكن وليس في إطار الخيال، وأنه مع هذه الفئات ومع التحسن التدريجي لأوضاعها.

وذكر الأمين العام، أن الحوار الاجتماعي عرف مجموعة من الأمور الإيجابية سواء تلك التي تم اقتراحها من طرف الحكومة أو تلك التي اقترحتها النقابات وتم قبولها، مشيرا إلى أن حزب التقدم والاشتراكية سعى إلى تقريب وجهات النظر بين الحكومة والنقابات بعد شهر من المقاطعة، وسيستمر في السعي من أجل التوصل إلى اتفاق يرضي الجميع. لكن في المقابل، أكد بنعبد الله أنه من غير اللائق ولا الممكن أن يتم تأجيل إصلاح التقاعد إلى حكومة أخرى منبها أنها قد تكون ضعيفة سياسيا واجتماعيا ولن تتمكن من الإصلاح، مضيفا أنه حينها، "سنكون أمام كارثة كبرى على المواطنين، حيث ستعجز الصناديق عن أداء معاشات المتقاعدين، وبالتالي نعم للحوار لكن مع استعجالية إصلاح أنظمة التقاعد".



جمعيات نسائية تنادي بعدم تمرير مشروع قانون هيئة المناصفة



المساواة كما أقرها الدستور وعبرت عنها المؤسسات الوطنية المجلس الوطني لحقوق الإنسان والمجلس الاقتصادي والاجتماعي والجمعيات النسائية والحقوقية، كما أعلنت عزمها مواصلة النضال والتصدي لأي محاولة للتقليل من حقوقها الإنسانية، وتحفظ بحقها في مواجهة ذلك بكل الأساليب الممكنة والمشروعة.

الغواب والفضضة بشكل منهجي كل تعديلات فريق المعارضة، معتمدة تاويلا غير ديمقراطي وغير معتضز للحقوق الإنسانية للنساء وذلك قصد الانتفاة على المكتسبات التي ناضلت من أجلها الحركة النسائية بكل مكوناتها مدعومة بالقوى الديمقراطية. وقد أعلن التكتل الجمعي عن رفضه لهذا الإجهاز على الحق في

المكتسبات الدستورية التي حققها النساء والمغرب بصفة عامة، بعدما تسارع الحكومة وأغلبيتها في لجنة القطاعات الاجتماعية لتمرير مشروع القانون 4-79 المتعلق بهيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز ضارية عرض الحائط كل مقترحات الحركة النسائية، وباقي مكونات المجتمع المدني والهيئات الوطنية التي تمت استشارتها من طرف مجلس

ند اتحاد العمل النسائي وفيدرالية رابطة حقوق النساء وجمعية جسور ملتقى النساء المغربيات و الجمعية المغربية المناهضة العنف ضد النساء و الائتلاف المدني لتفعيل الفصل 19 بعدم تمرير مشروع قانون هيئة المناصفة كما استنكرت ذات الجمعيات بالمخى الذي اتخذته النقاش حول هيئة المناصفة و بالتراجع الخطير عن



10319/3

على بعد أشهر قليلة من الانتخابات التشريعية

زعماء أحزاب المعارضة يحذرون بنكيران من «تشويه» العملية الانتخابية

للقانون الانتخابي، خاصة النظام الانتخابي بحد ذاته وتقطع الدوائر الانتخابية 6 أشهر على الأقل قبل الاستحقاق الانتخابي المعني. وقد أخذ المجلس الوطني لحقوق الإنسان بعين الاعتبار واقع العمل التشريعي بلادنا حين اقترح أجل 6 أشهر، علما أن المرجعيات الدولية في هذا المجال تضع أجل ستة وأحد قبل الاستحقاق الانتخابي.

وفي هذا الإطار، شدد زعماء أحزاب المعارضة على أن بلادنا ملتزمة بمقتضى وضعية الشريك من أجل الديمقراطية لدى الجمعية البرلمانية لمجلس أوروبا، بتقريب منظومتنا الانتخابية الوطنية من معايير ومدارى «التراث الانتخابي الأوروبى» الذي يطابق بدوره المعايير الدولية للانتخابات، لا سيما المادة 25 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، كما تم تفسيرها في التعليق العام رقم 25 المعتمد من قبل اللجنة الأيمة المعنية بحقوق الإنسان بتاريخ 27 غشت 1996 تحت رقم/CCPR/C/21/Rev.1/Add.7.

إلى ذلك، دعت أحزاب المعارضة بنكيران إلى الرد على كل طلباتها خاصة ما يتعلق بمصاحبتها في الإشراف على الانتخابات وإعادة النظر في التقطيع الانتخابي، بما يتواءم مع المعطيات السكانية الجديدة، وكل ما يتعلق بيوم الاقتراع وتشكيل اللجان وتقلص عددها ووضع المراقبين فيها والإحفاظا بكل الوثائق وأوراق التصويت.

كما دعت أحزاب المعارضة بنكيران إلى الإصاح، كقناة، عن توجهاته بشأن مجال القضايا المطروحة على جدول أعمال مراجعة الإطار القانوني المرتبط بانتخابات مجلس النواب، وذلك من أجل بلورة مشاريع تعديل القوانين التنظيمية والعدلية ذات الصلة في أقرب الأجل لتتمكن مجلس البرلمان من مناقشتها والمصادقة عليها في أجل معقولة، ولتتمكن بلادنا، أيضا، من ربح رهان الولاء بالزاماتها الدولية.



على بعد أشهر
حميد أوزون

قليلة من الانتخابات التشريعية المرصع إجراؤها يوم 7 أكتوبر انتقدت ثلاثة أحزاب بالمعارضة، تأخر عبد الإله بنكيران، رئيس الحكومة، في الرد على طلباتهم، التي سبق وأن عرضت عليه شفويا أو كتابة، بخصوص مجموعة من الإشكالات المرتبطة بعملية التحضير لهذه الاستحقاقات، مطالبين بمراجعة اللوائح الانتخابية خاصة في جانبها الإلكتروني.

وردت أحزاب المعارضة الثلاث (الاتحاد الدستوري، الأصالة والمعاصرة والاتحاد الإنشراكي للفوات الشعبية) في مذكروجهتها لبنكيران حول الانتخابات التشريعية، أن التسجيل الإلكتروني في اللوائح الانتخابية شابهت العديد من الأخطال، مما يفتح الباب لحالات الغش ويشكل مساسا خطيرا بصحة العملية الانتخابية.

ودعت أحزاب المعارضة، في المذكرة ذاتها، التي تتوفر رسالة الأمة على نسخة منها، أن من بين هذه الأخطال «ما تعرفه اللوائح الانتخابية من نشوهات نفس سلامتها»، مما يفرض حسب وجهة نظرنا، تحديدا كليا ارتكازا على البطاقات الوطنية والمعلومات المبنية فيها وحدها، ويمكن نقيتها من الشوائب بناء على المعطيات المتوفرة لدى الإدارة العامة للأمن الوطني ووزارتي العدل والداخلية وغيرها من الإدارات والجمعاعات والمصالح العمومية».

واكدت المذكرة أن «عملية التسجيل الإلكتروني عرفت الأخطاء خطيرة، مست بجهود العملية الديمقراطية، والمنظمة في أن يقدم المواطن نفسه شخصا لطلب التسجيل بشكل مباشر، أو بواسطة الوسائل الإلكترونية، معتبرة أن هذه العملية، وكما نعت إلى حد الآن نذكر «بأبازلات سنوات التزوير الغاضب، مما يفتح الباب لحالات كثيرة من الغش».

المختص من تامل الإطار القانوني والتنظيمي المتعلق بالعملية الانتخابية واتخاذ قراراتهم المختلفة على هذا الأساس.

ونكر زعماء أحزاب المعارضة رئيس الحكومة أوصى في تقريره المتعلق بملاحظة الانتخابات الجهوية و الجماعة له 4 شتنبر 2015، كنا من البرلمان والحكومة بالاستجابة لضرورة استقرار القانون الانتخابي وذلك بالمصارفة على القوانين المتعلقة بالعناصر الأساسية

استقرار القانون الانتخابي وما سيترتب عنه من مس بمصادقة هذه الاستحقاقات. ونسدد زعماء أحزاب المعارضة على ضرورة اعتماد منهجية تشاركية، خاصة فيما يتعلق باللوائح الانتخابية وبترتيبات أخرى للوصول إلى عمليات انتخابية تزيية، موضحين أن الغاية من إقرار هذا المبدأ هو تمكن مختلف أطراف العملية الانتخابية، خاصة الناخبين والناخدين والمرشحات والمرشحين والبرارة الانتخابية والقضاء

ودعت المذكرة إلى مراجعة هذه اللوائح، خاصة في الجانب الإلكتروني، ومطالبة كل الأشخاص الذين تم تسجيلهم إلكترونيا، بتأكيد حضورهم للتسجيل بأي وسيلة كانت، حرصا على مصداقية هذه العملية.

من جهة أخرى، أشار زعماء أحزاب المعارضة إلى أن «التأخر الحاصل في وضع مشاريع النصوص التشريعية، المتعلقة بانتخابات مجلس النواب المرصع تنقلها يوم 7 أكتوبر 2016، من شأنه أن يتعكس سلبا على



الأطلسي: تقرير الخارجية الأمريكية عزف نشاز بخصوص المغرب

طالع السعود الأطلسي الثلاثاء 24 ماي 2016 - 05:00

قراءة تقرير وزارة الخارجية الأمريكية حول واقع ممارسة حقوق الإنسان خلال سنة 2015 بالمغرب تقود إلى فرضية واحدة تحتل كل مساحة استخلاص منطلقات ومرامي ذلك التقرير...فرضية أن الإدارة الأمريكية ركبت منصة إطلاق صواريخ إستراتيجية بعيدة المدى معبئة بالتضليل، إنذارا للمغرب. التقرير في مجمله، وعلى كثرة أوراقه وفصوله وتفصيله، هو تليف لأجزاء صورة تريد الخارجية الأمريكية أن تؤلفها حول المغرب...صورة أن النظام المغربي استبدادي قمعي، كل مؤسساته مناهضة لحقوق الإنسان، بما في ذلك ما يعتبره التقرير "حقوق الشعب الصحراوي". وبين فقرات وأخرى يعود التقرير ليذكر بأن البلد محكوم ومدبر بيد من حديد من طرف الملك، الذي يمسك بكل السلط، والمتحكم في كل المؤسسات، فيما يشبه تحميل المسؤولية مباشرة أو بصيغة ضمنية في سوء أوضاع المغرب للملك.

أصحاب التقرير يعرفون أنها ليست الصورة الحقيقية للمغرب، ولكن، متى كانت الإدارة الأمريكية تهتم بالصورة الحقيقية لما تقدمه للعالم...؟ تمهما الصورة التي تريد إشاعتها خدمة لهدف هي التي حددته.

الخارجية الأمريكية، التي كتبت التقرير، لم تسمع أبدا ما كرره "البيت الأبيض" في عدة مناسبات من "تنويه بالتقدم الحاصل في أعمال حقوق الإنسان في المغرب وتطوير الممارسة الديمقراطية"، كما أنها لم تقرأ أبدا أن البيت الأبيض نفسه سجل أن مقترح الحكم الذاتي جدي، ويشكل تقدما في المفاوضات لحل نزاع الصحراء.

لا شك أن المبتدأ في تعلم مفردات السياسة يعرف أن الإدارة الأمريكية قلبها ليس على صون حقوق الإنسان، وليس ذلك هو ما يوجه سياستها تجاه دول العالم، كما أنها لا تقدر إلا مصالحها ومن أجلها تدوس وبدون تردد على أصدقائها.

ومن تلك القاعدة، فالخارجية الأمريكية لا تقيم أي اعتبار للتصويت العام للشعب المغربي على دستور سنة 2011، الذي جدد بنيات النظام السياسي المغربي. جدد تلك البنيات بمهندسة ديمقراطية للعلائق بين سلطه ومؤسساته، وحرص في تجديده ذلك على ترجيح وزن وفعالية منسوب التدخل الشعبي - عبر المؤسسات المنتخبة - في تدبير الشأن العام، وإنتاج وتوجيه السياسات العمومية. والملك محمد السادس هو من اقترح أصلا توسيع صلاحيات البرلمان والحكومة المنبثقة منه لفائدة تدبير سياسي للشأن العام، أساسه الصوت الشعبي. من هنا النظام المغربي ليس فيه استفزاز للملك بالحكم، وليس فيه استبداد، هناك اليوم مرجع أسمى لكل من يمارس أي سلطة في البلاد، ولكل من تمارس عليه تلك السلط، وهو الدستور.

التقرير لم يجد بدا من الاعتراف بمصادقية العمليات الانتخابية للسنوات الأخيرة، ويزيد بأن يقر باحترام المنهجية الديمقراطية في تشكيل الحكومة، على قاعدة منطوق الدستور، ذلك الإقرار لا يرتب عليه التقرير ملاحظة التقدم في الممارسة الديمقراطية في المغرب، وبكل امتدادات تلك الممارسة وتبعاته في أنسجة الدولة وفي شرايين المجتمع. أقول التقدم في الممارسة، ولا أقول الإنجاز التام للديمقراطية، ذلك الإنجاز التام لن يدعي عاقل بأن دولة ما أو شعبا ما على مساحة هذه الأرض قد بلغه بتمامه وكماله...

والأبعد عن بلوغ ذلك الكمال هي الولايات المتحدة الأمريكية نفسها، التي تشهد قديما وحاليا، خصاصا بنيويا في تمكين المواطنين من الحقوق الاجتماعية، ويتحقق لديها إفراط في توليد الفقر، من فضلات آلية الرأسمالية المتوحشة، كما أن تلك الولايات نفسها تقدم للعالم بصفة مستمرة مشاهد عن التمييز بين المواطنين في الجنس وفي اللون، وفي الهوية الثقافية.. وعاك ذلك تشتهر الولايات المتحدة الأمريكية بهيمنة إعلام الرأي الواحد على وسائل الاتصال الجماهيرية الموجهة عن بعد من طرف قوى الصناعات المدنية والعسكرية على السواء...بما يقلص ويضعف فرص الامتلاك الديمقراطي للرأي المستقل والوعي الحر عند المواطن الأمريكي، وذلك ما لا يساعده على المشاركة الفاعلة في الشأن العام لبلده.

المغرب يتقدم في الممارسة الديمقراطية، وضمن منهجية التقدم أنه كرس الاختيار الديمقراطي كتابت إستراتيجي من ثوابت الكيان المغربي إلى جانب الدين، الوطن، والملك.



وفي قلب منهجية التقدم الديمقراطي أسس المغرب آليات هي مؤسسة مؤتمنة على تكريس الاختيار الديمقراطي، ثقافة وضبطا لممارستها وتقويمها لها.

المجلس الوطني لحقوق الإنسان، الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري، مجلس المنافسة، هيئة محاربة الرشوة، هيئة المناصفة، المجلس الوطني للغات والثقافة، المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، المجلس الأعلى للتربية والتعليم... إلى جانب تلك المؤسسات البرلمان، وهو من بين أهم أسس نظامنا الديمقراطي، بمجلسيه (والذي لم يشك التقرير في مصداقية انتخابهما)، بممارس مهام التشريع ومراقبة الحكومة - بالصراعات داخله، وبينه وبين الحكومة، وحتى ببعض الارتباكات أو التصيير أو الصواب - وفق ما هو متعارف عليه ومعتاد ومألوف ومشاهد في الأنظمة الديمقراطية كافة... كل ذلك تضاف إليه الآليات القانونية المعتمدة لصون الاختيار الديمقراطي من عبث مناهضيه والمفسدين الذين يستفيدون من منافعه ويحاولون تغييره لفائدة مصالحهم، وضدا عن الشرعية القانونية والديمقراطية.

لتأثير صورة النظام الاستبدادي، وتلويها بالقائمة المؤثرة، لا بد من التهويل أو التضليل في تقديم وقائع اليوميات المغربية، سواء عبر بعض أحداثها وحوادثها، أو عبر ميسمها العام.

يقول التقرير إن "المرأة تعاني من التمييز في المغرب"، وكأنه يكشف العجلة، وكأن العالم خلا من التمييز ضد المرأة إلا المغرب... لكنه لا يقول إن أول من صرخ ضد ذلك التمييز هن المغربيات والمغاربة، منذ عقود، وهم حتى اليوم يصرخون ويعملون ضده. وأيضا لا يقول التقرير إن التمييز الإيجابي لفائدة المرأة، في السنوات الأخيرة، مكن المغرب من تطوير الحضور النوعي والكمي للنساء في المؤسسات المنتخبة وفي إدارات الدولة، وفي هياكل الأحزاب والنقابات والجمعيات... التقرير لا يقول أيضا إن المغرب أقر إنشاء هيئة وطنية للمنافسة (هيئة دستورية) وأن مناهضة التمييز ضد المرأة، والعنف ضدها والتحرش بها هي ثقافة تسعى إلى إشاعتها المؤسسات الحكومية والمدنية وأدوات الاتصال الجماهيري على السواء.

يتوقف التقرير عندما يعتبرها سياسة منهجية وقمعية مقصودة، ويعني بذلك الاكتظاظ في السجون. مرة أخرى، التقرير لا يقول إن الاكتظاظ في السجون هو معضلة عالمية، وثانيا المغاربة هم، في الحالة المغربية، أول من يؤرقهم ذلك الواقع، بدءا من وزارة العدل والحريات، والندوبية العامة للسجون، والجمعيات ذات الاختصاص، وجمعيات حقوق الإنسان كافة... وأن هناك نقاشا وطنيا وبين المختصين والمعنيين حول إقرار العقوبات البديلة عن سلب الحريات، وأن وزير العدل والحريات التمس من قضاة النيابة العامة والتحقيق تفادي إيداع المتابعين في الاعتقال الاحتياطي، كل ما أمكن متابعتهم في وضعية سراح... التقرير لم ير ضرورة الإشارة إلى هذا الواقع.

الرشوة، حسب التقرير، عمت في البر وفي البحر، وهي لصيقة بكل من يتحرك في البلاد من قضاة وأمن وإدارة... وهل قال مغربي يوما إن المغرب معقم ضد الرشوة؟ وسيكون البلد الوحيد في هذه الحالة، غير أن التقرير لا يضيف ولا يشرح بأن محاربة الرشوة هم وطني تشترك فيه كل مؤسسات البلاد، المدنية والحكومية، والجمعية، والحقوقية. وقد أضحت كل إدارات الدولة حذرة ويقظة تجاه هذه الممارسة الفاسدة والمفسدة. ولا أدل على ذلك من قرارات العزل أو العقوبات الإدارية أو حتى الإحالة على النيابة العامة، التي أعلنت خلال هذه السنة فقط تجاه العديد من المشتبه فيهم بتهمة الارتشاء، سواء تعلق الأمر بقضاة أو بضباط أو بأعوان أمن... وبات هم تخليق ممارسة الإدارة العامة المغربية شاغلا لمسؤوليها، وأيضا مادة مراقبة دائمة للجمعيات الحقوقية وللمواطنين عبر وسائل الإعلام، المتنوعة، وفي مقدمتها الإعلام الإلكتروني المزدهر والمنتشر والمتحرك في البلاد.

أما عن خلاصات أن أجهزة الأمن المغربية أدوات قمعية ومرتشية، فلنا أن نتساءل إذا كانت تلك الأجهزة على ذلك القدر من الفساد الذي يحاول إقناعنا به تقرير الخارجية الأمريكية، فلماذا هي على هذا القدر من الفعالية والاحترافية في مواجهة الإرهاب مغربيا وعالميا، مما جعل التعاون معها والاستعانة بخدمايتها مطلبا أمريكيا وأوروبيا وعربيا، وقد انحالت عليها من تلك الجهات كلها باقات الإشادة والتبويه بكفاءتها.

لا فائدة من مواصلة التوقف عند جزئيات التقرير، وما يميزها من انتقاء أو تحريف أو تجزئ أو تعويم، من نوع الحديث عن المعتقلين السياسيين في البلاد - والكل يعرف أن أولئك المعتقلين مرتبطين بالإرهاب - ومن نوع الحديث عن عدم توفير شروط المحاكمة العادلة لبعضهم... ومن نوع الجزم بالإجهاز على حرية الصحافة وعلى الحق في التعبير... وأكثر من نصف انتقادات التقرير مأخوذة من الصحافة المطبوعة والمنشورة في البلد. التقرير ينبغي أن يتعامل معه في كليته، وما يهدف إليه من وراء الرموز من جملة و"من حقائق وخلاصاته".



هذا التقرير أداة تحديد أمريكية للمغرب ومحاولة للضغط عليه، لكي يعيد إلى حساباته الإستراتيجية الموقع المركزي للمصلحة الأمريكية فيه، على سبيل مراعاتها وعدم الابتعاد عن دائرة تحركها.

المغرب وضع قواعد جديدة لعلاقته بالإدارة الأمريكية.. قواعد توجب الاحترام المتبادل، وتبادل المنافع، ومراعاة التكافؤ في استقلالية القرار السياسي لكل طرف. تلك القواعد حدثت بالمغرب إلى تعميق تنوع علاقاته الخارجية، وشحنها باتفاقيات إستراتيجية ذات حمولة اقتصادية) دول الخليج العربي، دول إفريقية، روسيا، الصين، الهند... (ومن شأن تلك العلاقات تدعيم استقلالية المغرب السياسية، وتحسين موقعه التفاوضي في أوضاع منطقته، منطقة شمال إفريقيا عمومية،) وضمنها النزاع حول الصحراء المغربية (وفي امتدادات تلك المنطقة إفريقيا وعربيا).

هذا الوضع الجديد للمغرب أربك الحسابات الأمريكية، من جهة لأنه أحدث تغييرا في موقع المغرب داخل تلك الحسابات، وبالتالي في هندسة تلك الإستراتيجية المتصلة بالمنطقة. ومن جهة أخرى الديناميكية المغربية (مقابل جمود وحتى عجز القيادة الجزائرية وانشغالها بتدبير صراعات ما بعد بوتفليقة) غيرت ميزان القوى بين المغرب والجزائر لفائدة المغرب، خاصة وهو يكتسح المجال التقليدي لعلاقات الجزائر. ذلك التوازن بين المغرب والجزائر حرصت الإدارة الأمريكية على تغذيته للاستفادة من البلدين واستمالة كلاهما للتطلع إلى علاقات مع واشنطن أمتن من الآخر، وكذلك للحفاظ على توتر العلاقات بينهما والتحكم في درجتها وفي مآلها.

الوضع على درجة من الأهمية، بحيث فرض على الإدارة الأمريكية توجيه هذا الإنذار إلى المغرب، حتى يدرك أنها لا تستسيغ إرباك حساباتها أو التدخل في تغييرها دون رضاها، وبالتالي فهي قادرة على الإضرار بالمغرب حين يقرر لوحده إستراتيجية علاقاته الخارجية، دون احتساب عائدات ذلك على المصالح الأمريكية في المدى المنظور أو البعيد.

إنه إنذار مقتطع من إستراتيجية أمريكية تهم المنطقة العربية بكاملها، وهي حتى الآن قيد التمهيد للشق المغاربي من تلك الإستراتيجية ولعل ما يواربها عن مركز الاهتمام هو التحضير للرئاسة الأمريكية القادمة، وانتظار تفاعلات الفوضى المختلفة في مشرق الوطن العربي. والمغرب مدعو إلى أن يشحذ أعلى طاقات اليقظة فيه لمواجهة حسابات الغير بإرادته هو.

حسنا فعل المغرب على مستوى وزارة الداخلية كما على مستوى وزارة الخارجية، حين أشعر الإدارة الأمريكية بأنه يفرض احترامه المستحق، وأنه لن يقبل مثل هذا الإنذار، طالما أنه في سعيه إلى تطوير إمكاناته الاقتصادية وفي تطوير علاقاته الخارجية لا يضر بأحد ولا يقيمه ضدا على أحد، ولا ينخرط في تحالف ضد تحالف، هم بالدرجة الأولى حماية مصالحه وحماية الأمن والسلام في منطقته.

وردنا الأنجع هو مواصلة ترسيخ الاختيار الديمقراطي، لأنه وحده من يضمن مناعة المغرب وقوته في فرض استقلاليته، وحقه في استجلاب المنافع له، من تنوع علاقاته وقوامها الاحترام المتبادل، وساعتها ستفهم الإدارة الأمريكية أنها تستفيد أكثر من مغرب قوي فاعل دوليا، وقادر على صيانة مصالحه ومصالح علاقته الإستراتيجية على السواء.



النخب التقليدية المغربية من الحماية الفرنسية إلى استقلال المغرب - عدي ويهي نموذجاً -

لحسن آيت الفقيه الحوار المتمدن-العدد: 5172 - 24 / 5 / 2016 - 00:49

المحور: قراءات في عالم الكتب و المطبوعات

القائد عدي ويهي نايت رهو شخصية تاريخية، بما لها وعليها، لم تجد في الحال من ينصرها من النسيان بأسه. سطع نجم القائد في شهر يونيو من العام 1929، واستهوت سلطات الحماية الفرنسية بسالته، وجيء به قائداً بمحيط موضع سجن تازمامارت سابقاً، بجبال الأطلس الكبير الشرقي. ومع إعداد التقطيع الإداري لسنة 1933، ومنذ وقتها، والقائد يجد ويلعب في البساط الذي رسمته له الحماية الفرنسية بالمغرب، في الفترة التي أعقبت إنهاء مهمة المقيم العام لوي هوير كونسلاف ليوطي، إذ تميل كل الميل نحو الاستعمار المباشر، مباشرة مع تعيين المقيم العام ستيغ. وقد يسوء ذكر القائد في واحة تيعلاين بجبال الأطلس الكبير الشرقي، وواحة زيز الأعلى، لأنه استعبد الناس وسخرهم في ضيعاته بمهضة سدور، أو (أسدور) باللغة الأمازيغية، [تعني أسدور المكان المحاط بالجبل من ثلاث جهات]، وسجنهم وشغلهم تحت السباط. ولم يكن القائد شخصاً مرغوباً فيه ابتداءً من شهر يونيو من العام 1947 حيث شهد شاهد من أهلها أن القائد عدي مجنون، لذا أمر القائد العسكري الفرنسي بمركز الريش بتسحيته، فجرى تقسيم قيادته إلى ثلاث قطع، قيادة أوصاف وموحي عسو خطاب، ومشيخة محمد أخواواش. ويوم أعلن عن استقلال المغرب جيء به عاملاً على إقليم تافيلالت الذي تشكل مساحته، يومها، ربع مساحة المملكة المغربية. ولم يمض على إعادة تمكينه سوى سنة ونيف حتى أحس من محيطه القبلي الدعم الوافر، فكان أن عبر عن صوته الذي نعت بالعصيان أو التمرد، وأنشئت لذكره صبغ جاهزة، «الفتان عدي ويهي»، «عدي ويهي المتمرد»، «عدي ويهي وعصيان تافيلالت»، «عدي وسياق الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالمغرب». وإن آخر تلك الصيغ عنوان كتاب «عدي ويهي: العامل المتمرد» للأستاذ عبد الصمد الزاكي الذي نقف عنده بقليل من الملاحظة والتمييز. والكتاب في 151 صفحة، صدر، بما هو دراسة في مسارات النخب المغربية التقليدية من الحماية إلى الاستقلال، سنة 2015، وأصل «الكتاب بحث لنيل شهادة الماستر في تاريخ الزمن الراهن»، وتود الإشارة إلى أن إنشاء مسلك التاريخ الراهن كان ثمرة توقيع اتفاقية الشراكة بين المجلس الاستشاري سابقاً، المجلس الوطني حالياً، حول الاعتراف بالتاريخ الراهن في إطار مشروع تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال الأرشيف والتاريخ والذاكرة، والذي موله الاتحاد الأوروبي، وبات يدعى اختصاراً بـ (IER2). وهذه الحقبة من تاريخ المغرب، وصفها الدكتور مبارك زكي كاتب مقدمة الكتاب المذكور، تتسم بغنى الحدث وبتأثيرها بفاعلين تاريخيين «شخصيات سياسية وعسكرية، لعبت أدواراً على مسيرة المجتمع السياسي المغربي، وما عرفه من تطورات منذ فجر الاستقلال، من هذه الشخصيات عامل إقليم تافيلالت عدي ويهي الذي ترمد على السلطة الحكومية في يناير 1957».

ومما يميز عمل الأستاذ عبد الصمد الزاكي اعتماده «على جملة من المصادر المغربية والفرنسية والأمريكية التي تناولت تمرد تافيلالت من قريب أو بعيد»، يضيف الدكتور مبارك زكي. ولقد شكل ما يسمى «تمرد القائد عدي ويهي» وعصيانه فرصة منتظراً انتهازها، أو على الأقل، فرصة مرغوباً فيها، مفادها في تقدير الدكتور زكي مبارك «تعزيز مكانة ولي العهد، وتبرير موقف المغرب الجديد من القوات الفرنسية» و«إضعاف حزب الاستقلال ودفعه إلى الارتباط أكثر بالمؤسسة الملكية لمواجهة تيار الحركة الأمازيغية الذي استغله المحجوبي أحرضان، والدكتور الخطيب لتأسيس حرب الحركة الشعبية الذي جعل من الدفاع عن البادة محور برنامجه السياسي».

حوى الكتاب مقدمة المؤلف وثلاثة أبواب، وكل باب استغرق فصلين، وختم الكتاب بملخصة عامة والملاحق.

انطلق الكتاب من منعطف تاريخي «نفي السلطات سيدي محمد بن يوسف في غشت سنة 1953»، وهو الذي يسمى من بعد الملك محمد الخامس. وشكل نفيه «مرحلة جديدة في مسار تاريخ المغرب خلال مرحلة الحماية» الفرنسية بالمغرب.

ولئن كان أمد المرحلة قصيراً، أقل من سنتين فهو مؤثر أفرز «عدة قوى سياسية أثبتت المشهد السياسي لما بعد استقلال المغرب» (مقدمة الكتاب، ص 5) يضاف إليها بروز «ملامح قوة سياسية» أخرى هي «الحركة ذات التوجه الأمازيغي» والتي رأى الأستاذ عبد الصمد الزاكي أن «من أبرز أعضائها: مبارك البكاي، والحسن اليوسي، وعدي ويهي، والمحجوبي أحرضان، والقائد الطاهر أوعسو، وأمهورق قائد زيان» واستدرك المؤلف لحسن الحظ



بالقول: «لا يوجد تعريف محدد يطلق على هؤلاء الفاعلين السياسيين»، إذ إن «معظم الدراسات والمذكرات التاريخية التي تناولتهم لا تطلق عليهم تعريفاً موحداً» فهي تارة حركة أمازيغية وتارة أخرى جبهة أمازيغية، وهم أعيان، وهم حلف القصر، ويطلق عليهم اسم القوة الثالثة. ويعيننا أن تلك القوى وإن غمض تحديدها مكون من مكونات الصراع الذي «ترتب عنه عدة أحداث وتوترات في السنتين الأوليتين اللتين أعقبتا استقلال المغرب، ولعل أبرز هذه الأحداث أحداث تافيلالت، أو ما يعرف بتمرد عدي وبيهي عامل إقليم تافيلالت في يناير 1957، إضافة إلى أحداث الريف 1958-1959». ذلك هو السياق الذي يندرج فيه الكتاب إن لم يكن يقتصر على نموذج واحد شخص واحد «نموذج لمسار النخب التقليدية التي واكبت مرحلتها الحماية والاستقلال» (المقدمة ص 7).

الكتاب «عدي وبيهي: العامل المتمرد» موثق لكنه لم يناقش المصادر التي اعتمد عليها مما يستوجب تعميق فعل القراءة فيه.

إن قبيلة أيت يزدگ التي ينتمي إليها القائد عدي وبيهي «إحدى أكبر الاتحادية القبلية الأمازيغية في ملوية العليا، وهي اتحادية أيت ياف المان» إن هذه الإشارة، وإن وردت ضمن مصدر مضمن في هوامش الكتاب فهي تختزل مجال الاتحادية في ملوية العليا بينما واقع الاتحادية مجالها يكاد يغطي كل الأطلس الكبير الشرقي وجزء من الانكسار الأطلس الجنوبي، بما في ذلك جزء من واحة بوذنيب، ومجال عرب الصباح. وأما الاقتصار على مجال أيت يزدگ ذكره في عهد السلطان مولاي سليمان، أي: أواخر القرن الثامن عشر وبداية القرن 19، بما هو مميز كالتالي: «تستقر قبيلة أي يحيى في منطقة «كردوس» أي: أغبالون كردوس، «وأيت حديدو في زيز العليا ما بين واد أكدو وأسيف ملول» وأسيف ملول هو، في الحال، رافد من روافد واد العبيد، «في حين كانت كروان تستقر بملوية في اتجاه ميدلت حالياً» (ص 13 من الكتاب)، وكروان ليست عضواً في اتحادية ايت ياف المان. «وقد كانت ايت يزدگ تستقر في زيز العليا في اتجاه الريش وكراندو، بينما كانت ايت مرغاد تستقر في واد غريس» (ص 10).

ونسجل أن كرانندو هو اسم لمعسكر فرنسي رقم 42 غير موجود في عهد السلطان مولاي سليمان كذلك مركز الريش، وأما هجرة ثلة من أفراد قبيلة أيت يحيى لتعمير ملوية العليا وزيز العليا فغائبة في الكتاب الذي لم يجر صاحبه بحثاً ميدانياً للتعرف على المجال الجغرافي ومعلمة القبائل وتمثيلها كارتوغرافيا وفق مسار دياكروني، وأما الجدول الوارد في لصفحة 14 وإن كان منقولاً عن مقال الكاتب سعيد كنون فهو خاطئ ذلك أن أيت الثلث تضم أيت وليل وأيت يحيى وخليفة وأيت موسى وعلي وليس أيت مومو وعلي وأما ايت مومو فلا تنتمي إليها عشيرة أيت رهو بالمره.

وأما علاقة أيت يزدگ بالمخزن فقد نقل الكاتب عن بيرون رواية كان أوردتها الناصري في كتاب الاستقصاء في سياق تعيين إبراهيم سيمور اليزدكي من لدن السلطان عبد الرحمان بن هشام ولم يشير إلى أن الشيخ إبراهيم أعدم سنة 1854 إذ أشار إلى أن السلطان «قام بحبس سجن الصورة إلى أن لقي حتفه» (ص 15) وهي إشارة لا أساس لها حسب ما ثبت لدينا. وصحح أنه منذ تلك الحادثة، التي أنجز عنها نتيجة الشيخ إبراهيم سيمور اليزدكي «توترت العلاقات بين المخزن والقبيلة وزادت الأمور تعقيداً بصعود ابنه محمد على رأس القبيلة» (ص: 15). وُرد ذلك في الرواية الشفوية، ذلك أن محمد بن إبراهيم سيمور فجر قصبه تمكناست بزيز العليا قتل هو وثلة من أصحابه وبعض الأعداء الذين حاولوا الهجوم عليه، ولا يزال آثار تمكناست المدرسة قائماً، وتعني تامكناست بالأمازيغية القرية المتعاضدة والمحاربة، وأوردنا هذه الأمور لإغناء الكتاب.

وأما حركة السلطان الحسن الأول إلى المنطقة سنة 1893 ففي حاجة إلى بعض التوسع في مواقفها.

وجد الأستاذ عبد الصمد الزاكي نفسه يواجه المنعطفات السريعة التي تمر بها القبيلة، منها ما يفرض عليها من خارج مجالها كنعو وقع سياسة ليوطي التجارية لما قدم إلى وهران سنة 1903، حيث «عمل على تغيير السياسة الفرنسية تجاه قبائل المنطقة» إذ رأى، نقلاً عن روس دان في كتابه «المجتمع والمقاومة في الجنوب الشرقي المغربي» ما يفيد «أن تهدئة السكان الأصليين ليست مشكلة إستراتيجية المعركة». لذلك ود استبدال المراكز العسكرية بمراكز للاستقطاب فكان تأسيس مركز تجاري في بني ونييف، ومن ذلك احتلال بوذنيب الذي حسب الأستاذ عبد الصمد الزاكي منعطفاً مهماً إذ صاحبته مجموعة من الوقائع أهمها إرغام السلطان مولاي عبد الحفيظ بأن يبعث رسائل «لقبائل الجنوب الشرقي المغربي بملوية العليا يطالبهم من خلالها بالكف عن عمليات الجهاد ضد الفرنسيين». وبقناع أيت يزدگ وأيت سغروشن على الكف عن حمل السلاح انطلقت «المفاوضات باتفاق أعيان قبيلة أيت يزدگ سنة 1911 مع ضباط الشؤون الأهلية في كرامة». ولئن نقل الأستاذ عبد الصمد الزاكي هذه المواقف عن روس دان فإنها في حاجة إلى تمحيص إذ لم تقتنع أيت سغروشن كلها بوضع السلاح فقد قاوم بطن أيت موسى المستعمر الفرنسي إلى حدود 1935، وأما أيت يزدگ فقد تخلت عن المقاومة بعد معركة مسكي سنة 1916. وفي هذه الأثناء، ما بين 1903 و1916، برزت أسرة بيهي نايث رهو وبسطت الحماية الفرنسية نفوذها على واحة تيعلالين وكير، ومدغرة والرتب.



ويأتي الفصل الثاني من الكتاب ليركز على أداء الحماية الفرنسية بمنطقة تافيلالت التي لم تتضح حدودها لدى الكاتب عبد الصمد الزكي، لأنه لم يزر المنطقة ولم يفضل تخصيص فصل بحال الاشتغال، المجال الجغرافي الذي تغشاه الوقائع المضمنة في الكتاب. ونعتبر مجازا أن تافيلالت تمتد لتغطي حوض كير وكل حوض زيز وحوض غريس وأعمال ملوية.

انتظم المجال المذكور ببعض التغيرات:

- نزوح قبيلة أيت يزدك نحو وضع السلاح ابتداء من سنة 1916.

- ظهور جبهتين اثنتين مقاومتين: جبهة شمالية غربية تضم أيت مرغاد وأيت حديدو وأيت يحيى وجبهة جنوبية شكلها أيت عطا تمتد إلى درعة ودادس وتغطي تافيلالت.

- تجنيد القبائل الخاضعة لسلطة الحماية في نظام محلي يسمى بالأمازيغية الفرعة. وضمن هذا النظام الحربي برزت مهارات القائد عدي وبيهي، ومنح «ابتداء من سنة 1921 مرتبة قائد فرعة، وكان يبلغ من العمر 19 سنة» (المرجع نفسه ص: 24). ولئن كانت الحرب..... خادمة لاشتغال فرنسا بحرب الريف، فإن الاهتمام بالجنوب نشأت... سخونة ترتفع بعيد سنة 1926 إذ «بدأت القوات الفرنسية تتحرك بهدف تهدئة المناطق غير الخاضعة، وكانت البداية مع ما تبقى [ما بقي مقاوما] من اتحادية أيت ياف المان» (المرجع نفسه، ص: 24).

وكلما انتصرت فرنسا في معركة ما، ارتقى القائد عدي وبيهي. فعقب الانتصار على قرية أكلم يوم 03 من شهر يونيو من العام 1928 جرت "ترقيته إلى درجة قائد فرعة في منطقة تيعالين» (المرجع نفسه)، ثم «رقي إلى درجة قائد فرعة... بالقيادة المركزية للرئيس بتاريخ 15 غشت 1930» واستفاد القائد عدي وبيهي من التقطيع الإداري لسنة 1933 فأصبح قائدا يوم 22 من شهر أبريل 1933. وأورد الكاتب العلاقة السرية بين القائد عدي وبيهي والحركة الوطنية، وأشار الكاتب إلى توسيع قيادة القائد عدي وبيهي مع التقطيع الإداري ليوم 10 يوليوز من العام 1937 وتقطيع 23 غشت 1938 غافلا عن ذكر مجال قيادة حسن بن هو الفركاني، وقيادة الحمزاوي، في وقت مبكر، قبل 1947. واكتسب القائد عدي وبيهي شهرة، وكسب دعم فقهاء المنطقة له لما أرسل أبناءه إلى الكتاتيب القرآنية راغبا عن إرسالهم إلى ملاحق المدارس البربرية [الأمازيغية] بالرئيس سنة 1942.

وتناول الأستاذ عبد الصمد الزاكي السياق الدولي والوطني في بداية عقد الأربعينيات من القرن الماضي والذي كان في صالح القائد عدي وبيهي إذ صار «وطنيا معروفا لدى الوطنيين والفرنسيين على حد سواء، وصار السلطان يقوم شخصيا بحمايته من بطش الفرنسيين، واستمر على هذه الحال إلى سنة 1947 عندما بعث السلطان الفرنسية بلجنة للتحري في أمره والتحقيق معه» فكان أن وضعت اللجنة حدا لنفوذه (المرجع نفسه، ص: 32).

- شهدت المرحلة بعض التحولات من ذلك بناء مركز ميدلت سنة 1917، واكتشاف مناجم الرصاص سنة 1923 «بين قصر أحولي وواد أنسكميز من طرف شركة مناجم شمال أفريقيا» (المرجع نفسه، ص: 35).

- اشتها المنطقة بالمعتقلات التي استقبلت الوطنيين.

- الاتصال الإستراتيجي بين واد زيز وتافيلالت وفاس ودور «زاوية سيدي بوكيل بالريش وزاوية سيدي حمزة بآيت عياش [جنوب شرق جبل العياشي] في نشر اللغة العربية في المنطقة حسب الباحث محمد بن هلال». وللتذكير فإن زاوية سيدي حمزة (الزاوية العياشية) تقع بالسفح الجنوبي الشرقي من جبل العياشي، قبل هجرة أيت عياش من محيطها.

يشكل نفي القائد عدي وبيهي إلى برشيد منعظا ثالثا في مسار أسرة أيت رهو. وتوفق الأستاذ عبد الصمد الزكي في ربط مسار القائد عدي وبيهي بالمنعطفات التاريخية التي عرفها مغرب عهد الحماية الفرنسية، أو بمعنى آخر، فالمنعطفات التي عرفها مسار القائد، وضمنها مسار الأسرة تكاد تصادف فرصا إيجابية، وإن كان يحق النظر إليها، في البدء، بعين الكتيب الأعمد، فالقائد عدي، وإن كان يدرجه الأستاذ عبد الصمد ضمن أفراد «قوة سياسية جديدة إلى جانب باقي القوى السياسية الأخرى»، وهي «الحركة ذات التوجه الأمازيغي»، والتي سميت بمسميات متعددة استقلها الأستاذ عبد الصمد من مراجع متعددة (انظر الصفحة 42)، فإن نفي القائد عدي وبيهي لم يترك له أي مجال للقرار اتخاذ على التوقيع على نفي السلطان بن يوسف كما فعل بعض القواد. وبمعنى آخر، لم يمتحن القائد في الوقت المناسب في موقفه، من القصر، وإن كان هذا الأخير قد «فصل 30 فقط من عملهم»



بما هم من أصل 420 قائدا وباشا، في فجر الاستقلال. ويعنينا أن للقائد عدي وبيهي خلافا كبيرا لما صدر قرار «تعيينه عاملا على تافيلالت يوم 17 دجنبر 1955» (صفحة 54). والسؤال الذي يطرح نفسه: هل التزم القائد عدي وبيهي الحياد الذي من المفروض على رجل السلطة في إدارة الداخلية؟

أشار الأستاذ عبد الصمد الزاكي إلى بعض المواقف التي ترفع عنه كل حياد من حيث الممارسة السياسية الممهدة للعمل الحزبي، كنحو محاولة تأسيس حزب «التجمع من أجل الشعب»، وكانت للوقائع التي عرفتها «المرحلة الممتدة من شتنبر 1956 إلى يناير 1957»، والتي هي مخاض على الصعيد الوطني، أن دعمت «بقوة موقف حزب الاستقلال، ولأول مرة، على حساب «الحركة ذات التوجه الأمازيغي»»، وهو الموقف الذي نزلته لجنة نشأت تبحث عن خروقات العامل عدي وبيهي بأرفود والريش، وقصر السوق، ودعمت، فوق ذلك قوة موقف الاتحاد المغربي للشغل بمناجم ميبلاتن وأحولي، بمحيط مركز ميدلت، ضد العامل عدي وبيهي. وهناك موقف ثالث تجلّى في إلغاء «دور المحاكم العرفية» بتعيين رئيس المحكمة الإقليمية بتافيلالت يوم الفاتح من شهر دجنبر من لعام 1956. وشكلت المواقف الثلاثة بداية عملية للتمرد والمتوجة بتنحية القائد عدي وبيهي ومحاكمته ابتداء من يوم الإثنين 22 من شهر دجنبر من العام 1958، وصدور حكم الإعدام في حقه، لكنه لم يكن مفعول لوفاة القائد عدي، لأسباب غامضة للآن، في المستشفى.

وختاما يشكل الكتاب «عدي وبيهي: العامل المتمرد» مرجعا تاريخيا للبحث في ماضي تافيلالت، وخاصة الشريط الجبلي من واد زيز وأعالى ملوية، لأنه موثق معتمدا مؤلفه على تقارير الفرنسيين، لكنه ناقص من حيث المراجع المحلية، والروايات الشفاهية، والضبط المحلي.

المعارضة ترسل بنكيران لمراجعة اللوائح الانتخابية و اعتماد البطاقة الوطنية في الانتخابات

مايو 24, 2016

أرسلت ثلاثة أحزاب معارضة هي الأصالة والمعاصرة والإتحاد الاشتراكي والإتحاد الدستوري، مذكرة إلى رئيس الحكومة "عبد الإله بنكيران"، حول الانتخابات التشريعية القادمة لـ 9 أكتوبر، تطرقت فيها إلى مجموعة من الإشكالات المرتبطة بعملية التحضير للانتخابات وهمت بالأساس، ضرورة مراجعة اللوائح الانتخابية خاصة جانبها الإلكتروني.

الأحزاب المعارضة الثلاثة، اعتبرت في مذكرتها أن "التسجيل الإلكتروني في اللوائح الانتخابية شابته العديد من الاختلالات، مما يفتح الباب لحالات الغش ويشكل مساسا خطيرا بصحة العملية الانتخابية".

وذكرت ذات الأحزاب، في مذكرتها التي تأتي قبل أشهر قليلة من الانتخابات، أن اللوائح الانتخابية تعرف تشوهات تمس سلامتها، مطالبة بـ "اعتماد البطاقات الوطنية والمعلومات المبينة في اللوائح، ويمكن تنقيتها من الشوائب بناء على المعطيات المتوفرة لدى الإدارة العامة للأمن الوطني ووزارتي العدل والداخلية وغيرها من الإدارات والجماعات والمصالح العمومية".

مذكرة أحزاب المعارضة الثلاثة أكدت أن "عملية التسجيل الإلكتروني عرفت انزلاقات خطيرة، مست بجوهر العملية الديمقراطية، والمتمثلة في أن يتقدم المواطن بنفسه شخصيا لطلب التسجيل بشكل مباشر، أو بواسطة الوسائل الإلكترونية"، مضيفاً أن ذلك "يذكر بإنزالات سنوات التزوير الفاضح، مما يفتح الباب لحالات كثيرة من الغش".

و نهت المذكرة إلى أن "التأخر الحاصل في وضع مشاريع النصوص التشريعية، المتعلقة بانتخابات مجلس النواب المزمع تنظيمها يوم 7 أكتوبر 2016، من شأنه أن ينعكس سلبا على استقرار القانون الانتخابي وما سياتر عنه من مس بمصادقية هذه الاستحقاقات".

أحزاب المعارضة المعنية أشارت إلى ضرورة اعتماد منهجية تشاركية، خاصة فيما يتعلق باللوائح الانتخابية وبترتيبات أخرى، للوصول إلى عمليات انتخابية نزيهة، موضحة أن "الغاية من إقرار هذا المبدأ هو تمكين مختلف أطراف العملية الانتخابية، خاصة الناخبين والناخبين والمرشحات والمرشحين والإدارة الانتخابية والقضاء المختص، من تمثل الإطار القانوني والتنظيمي المتعلقة بالعملية الانتخابية واتخاذ قراراتهم المختلفة على هذا الأساس".

زعماء أحزاب المعارضة الموقعين على المذكرة ذكروا رئيس الحكومة بكون المجلس الوطني لحقوق الإنسان قد أوصى في تقريره المتعلق بملاحظة الانتخابات الجهوية و الجماعية لـ 4 شتنبر 2015 كلا من البرلمان والحكومة بـ "الاستجابة لضرورة استقرار القانون الانتخابي وذلك بالمصادقة على القوانين المتعلقة بالعناصر الأساسية للقانون الانتخابي، خاصة النظام الانتخابي بحد ذاته وتقطيع الدوائر الانتخابية، ستة أشهر على الأقل قبل الاستحقاق الانتخابي".

و دعت ذات الأحزاب رئيس الحكومة إلى الرد على كل طلباتها، خاصة في ما يتعلق بمصاحبتها في الإشراف على الانتخابات وإعادة النظر في التقطيع الانتخابي، بما يتلاءم مع المعطيات السكانية الجديدة، وكل ما يتعلق بيوم الاقتراع وتشكيل المكاتب وتقليص عددها ووضع المراقبين فيها والاحتفاظ بكل الوثائق وأوراق التصويت.

<https://www.rue20.com/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B9%D8%A7%D8%B1%D8%B6%D8%A9-%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%B3%D9%84-%D8%A8%D9%86%D9%83%D9%8A%D8%B1%D8%A7%D9%86-%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%A7%D8%AC%D8%B9%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%84%D9%88%D8%A7/>



بنعلي: حكومة بنكيران أوصدت مناصب القرار في وجه المرأة المغربية والاعتداء على شيماء سلوك ظلامي

بتاريخ مايو 23, 2016 عبد الرحيم لحبيب

نبه المصطفى بنعلي أمين عام جبهة القوى الديمقراطية، الى ما رتبته التوجه الليبرالي المتوحش الذي تعتمده الحكومة خيارا لرسم سياساتها العمومية، في تديرها للملفات والقضايا المصرية الكبرى للمجتمع، وفي مقدمتها قضية المرأة، سياسة عملت على تأنيث كل مظاهر البطالة و التهميش و الإقصاء، عمقت الأوضاع المزرية للنساء المغربيات.

و أضاف بنعلي أن السياق الوطني العام يترجم تحكم العقلية الذكورية في تكريس ثقافة النظرة الدونية التي تبخس دور المرأة في المجتمع، معتبرا أن حقوقها وحرياتهما مهددة في ظل غياب حوار جاد و نقاش مسؤول حول أوضاعها السياسية الاقتصادية و الاجتماعية و الثقافية.

في الجانب السياسي، عاب أمين عام الجبهة، نتائج تحالف الحكومة على سن قانون التعيين في المناصب العليا، بما أظهره من صد للأبواب أمام بلوغ النساء الى مناصب القرار، مضيفا أن نسبة التمثيلية النسائية رغم اعتماد الكوتا تظل دون الحد المطلوب، مقارنة بالمستوى الذي وصلت إليه في دول حديثة العهد بالديمقراطية، و الحدائة، مما يؤكد أن المغرب مطالب بجهود نضالية مضاعفة لتمكين المرأة من المشاركة الفاعلة في العمل التشريعي.

كما اختزل بنعلي إمعان الحكومة في تكريس مظاهر التمييز الواضح ضد النساء في الولوج إلى الموارد والملكية، لافتنا الانتباه الى الضجة التي أثارها دعاة الفكر النكوصي **التراجعي حول توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان**، بخصوص مراجعة الإرث، فالعرف المأخوذ به في نظام الأراضي السلالية يمارس نوعا من التمييز ضد المرأة، ورغم كل ما تحقق في هذا المجال لازالت المرأة بعدد من المناطق في المغرب لا تستفيد من حق الانتفاع بفعل تسلط العقلية الذكورية...”

إضافة الى ما تعيشه النساء السلايات من حيف و إقصاء، في الاستفادة من أبسط الحقوق أسوة بالرجل.

و لم يفوت بنعلي حادثة الحرم الجامعي بمكناس، و الذي كانت ضحيته مستخدمة يقل سنها عن 18 سنة، حيث عبر عن شجب جبهة القوى الديمقراطية لسلوك ظلامي، لا صلة له بأعراف المؤسسة الجامعية التي يسعى البعض لتحويلها الى ساحة للعنف و التطرف، منبها الى مخاطر تنامي قضاء الشارع، على مؤسسات الدولة و المجتمع.

و في تعميق تشريجه لمختلف الأوضاع المأساوية للمرأة المغربية، توقف بنعلي عند المعاناة التي تتكبدها النساء المغربيات في بلاد المهجر، مؤكدا أنها أوضاع لا تقل مأساوية عما تعيشه داخل الوطن، و مذكرا بالأوضاع اللا إنسانية للنساء المحتجزات بمخيمات تندوف و التي ما فتئت جبهة القوى الديمقراطية تدق ناقوس الخطر بشأنها والتي تمعن عصابات البوليساريو في تأزيمها وتكريس مآسيها استدرارا لعطف المنتظم الدولي و استجداء للمساعدات الإنسانية التي تغتني على حسابها قيادة بوليساريو و راعييتها الجزائر.

و ربط بنعلي في كلمته أمام نساء حزبه صبيحة السبت 21 ماي 2016 بالمقر المركزي للجبهة بالرباط بحضور قيادي و أطر الحزب بين ما يطرحه السياق الوطني و بين ما يقع في العالم العربي والإسلامي، من سعي الدول النافذة إلى صناعة خريطة في الشرق الأوسط، للتحكم في خيرات، و ما ولدته الحروب والقتال من تدمير للبنيان والعمران، و تحجير للشعوب، و تدهور واضح في أوضاع النساء، جراء ما يتعرضن له من تقتيل، و تشريد، و اغتصاب، و بيع، و سبي... وقال ليس هناك أدل على هذه الوضعية من أن ظاهرة “نكاح الجهاد”، ومن محاكمة النساء في الساحات العمومية من قبل عصابات “داعش”، في التعبير عن تدهور أوضاع النساء في هذه البقاع من العالم.

على أن تنزيل دستور 2011، وتأويله ديمقراطيا هو مطلب آني و أساسي وملح يتعين على القطاع النسائي لجبهة القوى الديمقراطية و الحزب بكل تنظيماته وهياكله سن خطة عمل تتكاثف فيها جهود الجميع للنضال في هذا الاتجاه، مؤاخذا على الحكومة فشلها انتهاج سياسة عمومية تحتكم الى مضامين روح الدستور المتقدمة، و في التعاطي مع الملفات والقضايا المصرية الكبرى للمجتمع، وفي مقدمتها قضية المرأة التي أظهرت حجم التلكؤ والمماطلة و الأساليب المتبعة في عرض مشاريع القوانين في آخر أيام ولاية هذه الحكومة سعيا لإفراغ العمل التشريعي من محتواه الدستوري.

<http://m.cawalissee.com/111925/05/20/17/01>

المجلس الأعلى للسلطة القضائية.. الهيني يطالب بإشراك المجتمع المدني والمنظمات الحقوقية في ملاحظة انتخابات القضاة

23 مايو 2016 - 17:40

طالب القاضي المعزول، محمد الهيني، بحق جمعيات المجتمع المدني والمنظمات الحقوقية في ملاحظة انتخابات ممثلي القضاة في المجلس الأعلى للسلطة القضائية.

وقال الهيني في بلاغ له: "هذا الإجراء يأتي لضمان نزاهتها وشفافية الهيئة، لكون إشراف وزارة العدل عليها من خلال المجلس الأعلى للقضاء الحالي يثير المخاوف والشكوك حول حيادية الوزارة وتأثيرها على الانتخابات".

ووصف الهيني السجل الحقوقي لوزارة العدل بـ"المثير للقلق والريبة"، مضيفاً: "قد تغلب مصالح جمعيات أو أشخاص يعينها ترضي عليها، وقد تعاقب كل الأصوات القضائية التي دافعت عن استقلال السلطة القضائية في مواجهة إرادة الهيمنة والتحكم".

ويقول الهيني: "مما لا شك فيه فإن اعتبار القضاء شأنًا مجتمعيًا يجعل انتخابات القضاة انتخابات وطنية بامتياز وليس انتخابات مهنية مغلقة، وهذا يفسر مثل هذا المطلب ويؤسس له، سيما وأن الدستور انفتح على جمعيات المجتمع المدني وهيئات الحكامة في تركيبته، مما يتطلب من المجلس الوطني لحقوق الإنسان والمنظمات الحقوقية تحمل مسؤوليتها في ضمان نزاهة انتخابات المجلس الأعلى للسلطة القضائية ومراقبة عملياتها، لأن هذه المؤسسة مسؤوليتها عظيمة في حماية استقلال القضاء وتدابير الوضعية المهنية للقضاة بحكامة جيدة وفعالية لما يخدم حسن سير العدالة وحماية حقوق المتقاضين وأي تصرفات أو سلوكيات انتخابية مسيئة للديمقراطية وللإختيار الحر للقضاة ستكون عواقبه كبيرة على الخيار الديمقراطي للدولة ومكتسباتها في مجال الحقوق والحريات".

حقوق الإنسان في المغرب إرادة ملكية واختيار شعبي وليس إرضاءً لأي كان

11:01 - الاثنين 23 مايو 2016.

قوة الدول وعظمتها لا تأتي فقط من قوة أساطيلها العسكرية الجوية والبحرية وترسانتها العسكرية النووية والبيولوجية وسيطرتها على الفضاء الخارجي للأرض واستعدادها لخوض حرب نجوم ..

كما أنها لا تأتي فقط من قوتها الاقتصادية والمالية وسيطرتها على الممرات البحرية الاستراتيجية وقربها من منابع النفط وغيره من الثروات المعدنية .

قوة الدول تأتي أيضا من مصداقيتها وهذه تتأتى من التزامها حقا وصدقا بقيم الحرية والمساواة وحقوق الانسان ودفاعها الصادق عن القيم الديمقراطية دون ازدواجية في المعايير او استخدامها للضغط السياسي حسب مزاجها والسكوت عن انتهاكها. حين يكون انتقادها مضرا بمصالحها!

الولايات المتحدة الامريكية وهي القوة العظمى المهيمنة في كل هذه المجالات هي اكثر الدول قدرة على فهم هذه الحقيقة وهي التي خاضت خلال العقدين الاخيرين ثلاثة حروب واحدة بأفغانستان وحرين بالعراق وحشدت حلفاءها في إطار ما سمي حينها ب" الحرب على الإرهاب " لكنها في النهاية لم تسجل فيها نصرا بينا، بل أنها في كل تلك الحالات اضطرت ان تخرج من تلك المناطق وهي تجر أذيال الخيبة،

هي الاكثر قدر على فهم تلك الحقيقة واستيعابها وهي التي افتقدت خلال العقدين الاخيرين مصداقيتها لدى شعوب المنطقة وعمقت مشاعر الكراهية لها في النفوس مما اضطرها الى القيام بحملة علاقات عامة في المنطقة انفتحت عليها الملايين من الدولارات وأنشأت من أجلها عدة محطات إذاعية باسم إذاعة (سوا) في أكثر من بلد عربي، وقناة تلفزيونية باسم (الحرّة) للهدف نفسه.

ويثبت التاريخ القريب ان كل تدخلات الولايات المتحدة كانت مأساوية حيث أنها لم تقض على الإرهاب بل أنها وفرت شروطا جديدة لتجذره ولنشوء صيغ أكثر تطرفا ودموية منه حين ذهبت تقاوت القاعدة وطالبان، وشتت حربها في العراق تحت ذريعة امتلاك صدام حسين في العراق .

تجر الولايات المتحدة وراءها سجلا اسودا في مجال حقوق الانسان، سجلا تتحمل فيه مسؤولية مباشرة وذلك من خلال ممارسات جنودها وطريقة تعاملهم مع الأسرى والمعتقلين في هذه البلاد . ويكفي ان نذكر بسجن كواتامو سيء الذكر الذي يظل نقطة سوداء في السجل الحديث لحقوق الانسان للولايات المتحدة الامريكية ، والممارسات المهينة للأسرى والمعتقلين بالسجون الامريكية بالعراق !

كما تتحمل مسؤولية غير مباشرة في عدد من الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان بسبب ما قامت به أطراف حليفة لها في العراق سواء خلال فترة الاحتلال او بعده ، ومن عمليات تطهير طائفي انتهت الى توفير بيئة حاضنة لنشأة أكثر الجماعات تطرفا من القاعدة من قبيل داعش !! بشرت الولايات المتحدة ذات يوم بشرق اوسط جديد تشرق فيه شمس الديمقراطية والحرية فإذا بالمنطقة تنتكس في أتون الاستبداد والديكتاتورية والحروب الأهلية والفوضى في ايشع صورها !

خلال العقود الاخيرة تواصل التحيز الامريكي لدولة الاحتلال الصهيوني ، وهو يمثل أكبر صورة من صور الانتهاك لحقوق الانسان : اي تشريد شعب كامل ومحاصرته وتجويعه ومنعه من حقوقه التاريخية، في الوقت الذي نصبت نفسها وسيطا من اجل احلال السلام في المنطقة وإيجاد حل لهذا النزاع المزمع .

وخلال العقود الاخيرة خاض الاحتلال الصهيوني حربا على لبنان وحرين على قطاع غزة ارتكبت فيها جرائم حرب وجرائم ضد الانسانية وأمعن خلالها في فرض الحصار وتجويع الشعب الفلسطيني ، وواصلت مستوطناته انتشارها السرطاني كما تصاعدت تدنيسه للمقدسات وممارسته للاعتقال الاداري المتعسف دون محاكمات ، وهو الامر الذي شمل نواب برلمانيين يتمتعون بحصانة في القانون والاعراف الدولية دون ان يثير ذلك الحساسية الحقوقية الانتقائية للإدارة الامريكية .

في هذه المرحلة ارتكبت عدة مجازر في عدد من العواصم والشوارع العربية المنتفضة على استبداد بعض الانظمة ، وتم تدمير سوريا أرضا ونسيجها مجتمعا واستخدمت في الحرب الأهلية القائمة الأسلحة الكيماوية المحرمة دوليا، وكانت "الحساسية الحقوقية" الامريكية في كل هذه الحالات معطلة، لان



اصحاب القرار في الادارة الامريكية ينتظرون ان تكتمل كل فصول اعمال نظرية الفوضى الخلاقة !! ولو على حساب آلاف الأشلاء والمشردين !! وفي بورما تمارس أفظع الانتهاكات لكن العالم وفي مقدمته الولايات المتحدة اصم أبكم لا يكاد يُبين !! كما ان مقررين للأمين العام من الامريكيين عابوا او وصلتهم وتصلهم تقارير عن انتهاكات حقوق الانسان في مخيمات المحتجزين في تندوف دون ان نسمع لهم ركزا !! لا أحد يمكن اذن ان يصدق جدية تقارير صادرة عن الخارجية الامريكية او منظمات حقوقية للإدارة الامريكية فيها نفوذ حول حقوق الانسان في المنطقة !! لا احد ان يصدقها ليس فقط في ضوء المعطيات التي أوردناها سالفا، ولكن ايضا لعدد من المعطيات منها:

- الطبيعة الانتقائية لتصور الادارة الامريكية وخاصة في عهد الديمقراطيين لحقوق الانسان ، تصور يقوم على نزعة تفكيكية تركز على حقوق بعض الأقليات الدينية وبعض الحقوق والحريات الفردية والتوجهات الانفصالية، وهو ما يتماشى مع اطروحة الفوضى الخلاقة حسب البعض، ثانيا : قصوره التقني والمنهجي بسبب ما ورد فيه من معطيات مغلوبة واحطاء تكشف عن ضعف كبير في مصداقيته وصرامته المنهجية ، وباعثة على الشك والحذر ليس فقط بسبب ما سلف،

وثالثا : كونه يأتي بعد المعركة التي خاضها المغرب مع الامين العام للأمم المتحدة السيد بان كي مون او في دهاليز مجلس الأمن خلال شهر ابريل الماضي بمناسبة الموعد السنوي لصدور تقرير الامانة العامة حول الوضعية في الصحراء ، حيث اتضح ان بان كي مون لم يكن سوى اداة في يد جهة في الادارة الامريكية لها نفوذها وامتدادها في صناعة القرار في مكتب الامين العام.

وهو ما قد يدفع للاستنتاج بأننا قد ندخل طورا جديدا في تطور تعاطي الادارة الامريكية مع المنطقة ، طور يتميز بقصور النظرة الامريكية لواقع المنطقة وضعف في فهم معطياتها ، وفشلها الدريع في المحافظة على صداقاتها فيها بل في المحافظة على مصداقيتها في العلاقة مع اصداقائها وفي المقابل نجاحها في زرع الشك والتوجس لدى الأصدقاء وتململهم الواحد تلو الاخر ! مما ليس من مصلحة الولايات المتحدة ومن مصلحة اصداقائها !

نقول اليوم رغم هذه الملاحظات النقدية لتصور الادارة الامريكية لمسألة حقوق الانسان المتجنبة على المغرب ، والتي لا تراعي ما حققه من تراكمات وتطورات ، **وخاصة الدور الذي يقوم به المجلس الوطني لحقوق الانسان ولجانه الجهوية** والندوبية السامية والجمعيات المدنية ويقظتها ، علما انه لا يمكن ان يزعم احد اننا قد حققنا الكمال، بما في ذلك الولايات المتحدة نفسها، نقول ونؤكد انه بقدر ما ينبغي ان نتصدى للمغالطات الواردة في تقارير الخارجية الامريكية او غيرها ونرفض تلقي الدروس من اي كان ، فانه لا يضير المغرب ان يتعامل بإيجابية كما ورد في بيان وزارة الداخلية مع كل الملاحظات الموضوعية ، وليس عليه أن يشعر قط بأي حرج من النقد البناء أو من المؤاخذة المعللة والموضوعية ، او من تقاريرها حين تكتسي قدرا من المصداقية !

نحن اليوم في المغرب سنواصل بناء دولة الحق والقانون وتعزيز اوضاع حقوق الانسان ، ليس من اجل عيون أمريكا بل لان الامر يتعلق بتوجه إرادي واختيار واعى لا رجعة فيهما، وهذا المعطى يعبر عن إرادة ملكية واختيار شعبي وليس إرضاءً لأي كان، فمنذ ان انشا المغرب هيئة الانصاف والمصالحة وفتح صفحة الماضي الاليم لانتهاكات حقوق الانسان، و لاننا نعتقد ان الامر هو جزء لا يتجزأ من البناء الديمقراطي الذي يتعين مواصلة مراكمة المكتسبات فيها بطريقة تصاعدية .

نواصله لأنه اداة ايضا لتعزيز اللحمة الوطنية في وجه التحديات المحيطة والمتمثلة في استهداف الوحدة الترابية الوطنية والتهديدات الإرهابية المحدقة، وفي وجه كل النزوعات التحكيمية التي تستهدف نموذجنا المغربي المتميز !



بسبب الصحراء الغربية الرباط تواصل تصعيد تهجمها على واشنطن

23 مايو، 2016

هل بدأت الولايات المتحدة الاميركية تغيير موقفها من النزاع حول الصحراء الغربية ، ذلك على الاقل ما يؤكد وزير الاتصال المغربي مصطفى الخلفي خلال تصريحات ادلى بها السبت حين اتهم الادارة الاميركية بالاعتراف بحكومة المنفى في اشارة الى حكومة الجمهورية العربية الصحراوية الديمقراطية و تسميتها بـ جدار الفصل الذي يخلو للساسمة المغاربة تسميته بالجدار الدفاعي وهي امور بحسبه استدعت ردا حازما وهادئا .

وكان الوزير المغربي المنتدب في الخارجية ناصر بوريطا قد استدعى السفير الاميركي في الرباط لتوجيه انتقادات له بسبب مضامين تقرير لوزارة الخارجية الاميركية نشر قبل اكثر من شهر .

وان كان اعلام الرباط قد كشف ان الانتقادات وجهت بسبب سوء استخدام معطيات تتعلق بثلاث حالات انتهاكات في المغرب فان الحقيقة ان الاستدعاء جاء لجلس نبض واشنطن بشأن توجيهها ورؤيتها لحل النزاع الصحراوي .

يرى منتبعون ان بوريطا ليس سوى شخصا يوضع في الواجهة ويستدلون بما جرى خلال ندوة صحفية عقدها خلال المعركة التي خاضها نظامه ضد بانكيمون حيث لم يفارق هاتفه الجوال خلال الندوة ولذلك لتنفيذ التعليمات الموجهة له حرفيا . ويستدلون كذلك ان اللقاء مع السفير داويت بوش لم يحضره بوريطا الا للضرورة التي يفرضها العرف الدبلوماسي لان الفاعل الحقيقي كان هو المدير العام للدجيد محمد ياسين المنصوري .

وترى الرباط ان التقارير الدولية وبخاصة تقرير وزارة الخارجية الاميركية اضافة الى تقارير منظمات كالعفو و هيومان رايتس تسفيها لما تسميه "جهودا مضنية" **لطي ملف الانتهاكات وقطعا للطريق امام تنظيم ندوة دولية يسعى ما يسمى المجلس الوطني لحقوق الانسان للاعلان لتنظيمها والاعلان عن طي ملف انتهاكات حقوق الانسان في المغرب .**

القطاع النسائي لجهة القوى الديمقراطية ينظم ندوة في موضوع: مكافحة العنف ضد النساء

عبد الرحيم لحبيب

ينظم القطاع النسائي لجهة القوى الديمقراطية ندوة فكرية، في موضوع " مكافحة العنف ضد النساء: نظرات متقاطعة"، وذلك يوم السبت 21 ماي 2016، على الساعة الثالثة بعد الزوال، بناي المحامين، بحي المحيط بالرباط.

ويأتي تنظيم هذه الندوة في سياق التحضير للمؤتمر الوطني للقطاع النسائي لجهة القوى الديمقراطية، وفي إطار العمل الترافعي الذي يقوم به الحزب وتنظيماته القطاعية والموازية، من أجل تطبيق الدستور في الجوانب المتعلقة بالنهوض بحقوق المرأة وحمايتها وحظر ومكافحة كل أشكال التمييز ضدها.

كما يأتي تنظيم هذه الندوة للمساهمة في إطار النقاش الدائر حول زجر العنف ضد النساء ومشروع القانون الذي أعدته الحكومة في الموضوع. وذلك في سياق التأخر الواضح الذي عرفه عرض ومناقشة القوانين المتعلقة بالحقوق السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية للنساء على البرلمان، وكذا التعثر الكبير الذي تتضمنه طيات ومتون المعروض منها.

ويساهم في الندوة عدد من الكفاءات النسائية الوطنية، منها الأستاذة ربيعة الناصري عضو المجلس الوطني لحقوق الإنسان والخبيرة الدولية في قضايا النوع، والأستاذة فتيحة شتاتو المحامية بهيئة الرباط ورئيسة شبكة إنجاد بفدرالية رابطة حقوق النساء، وبرلمانيات لعرض وجهات نظر أحزابهن في مشروع قانون رقم 13.103 المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء ومنهن الاستاذة ميلودة حازب رئيسة فريق الأصالة والمعاصرة بمجلس النواب...

وكانت اللجنة التحضيرية للمؤتمر الوطني للقطاع النسائي لجهة القوى الديمقراطية قد عبرت في اجتماعها الأخير يوم السبت 14 ماي الجاري عن خيبة أملها من المصادقة في اللجنة المختصة بمجلس النواب على مقتضى تشغيل القاصرات في إطار مشروع قانون العمال المنزليين، وكذا من التراجعات التي تضمنها مشروع القانون المتعلق بهيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز...

عن القطاع النسائي

للمؤتمر الوطني للقطاع النسائي لجهة القوى الديمقراطية

نسائي القوى الديمقراطية ينظم ندوة حول مكافحة العنف ضد النساء انتقادات واسعة لسياسة الحكومة المتراجعة عن حماية المرأة طيلة 5 سنوات

الإثنين، 23 أيار / مايو جميلة عمر

تميزت أشغال الندوة الفكرية التي نظّمها القطاع النسائي لجهة القوى الديمقراطية في مقرّ نادي المحامين في الرباط **بمداخلة الأستاذة ربيعة الناصري** **عضو المجلس الوطني لحقوق الإنسان والخبيرة الدولية في مقاربة النوع**، والتي تناولت موضوع الإطار المرجعي والمعياري و المفاهيمي لظاهرة العنف، ومداخلة الأستاذة فتيحة اشتاتو عضو هيئة المحامين في الرباط رئيسة شبكة انجاد فدرالية ورابطة حقوق النساء ونائبة رئيسة منتدى المحاميات المغربيات، التي تناولت مستجدات ظاهرة العنف ضد النساء في المغرب، ولاقت تجاوبا وتفاعلا كبيرين من خلال المناقشة القيمة التي اعقبت عروض الندوة

وأكد القطاع النسائي لجهة القوى الديمقراطية أن المطلب الآني الأساسي الذي تطرحه طبيعة الظرفية الراهنة للبلاد يتمحور حول أجرأة وتنفيذ مضمين دستور 2011 وتأويله ديمقراطيا منددا بالتعاطي الحكومي المرتبك مع كافة الملفات والقضايا ذات الصلة بالمستقبل السياسي الاقتصادي والاجتماعي والثقافي للمرأة المغربية.

و أضاف القطاع النسائي في كلمته الافتتاحية بالمناسبة، و التي تلتها فاطمة الزهراء شعبة عضو الأمانة العامة وعضو منسق للجنة التحضيرية للقطاع النسائي، أن اختيار موضوع مكافحة العنف ضد النساء... نظرات متقاطعة هو تعبير واع ومسؤول عن الحاجة المجتمعية الملحة للوقوف في وجه تنامي مظاهر وأشكال العنف الممارس ضد شرائح عريضة من النساء والفتيات في غياب أبسط شروط الحماية الناجمة لمن على كافة المستويات.

كما أبرزت الكلمة أن مبادرة الندوة تندرج ضمن الحرص المسؤول لجهة القوى الديمقراطية للمساهمة في إثراء النقاش المجتمعي المعمق حول موضوع أضحى يطرح نفسه بإلحاح ويؤرق كافة الفاعلين، وترجم في الآن ذاته المنحى التراجعي لسياسة الحكومة في قضية المرأة طيلة خمس سنوات من ولايتها التشريعية كاملة.

وشددت الكلمة على أن الندوة هي محطة لاستحضار ما راكمته الجبهة من رصيد فكري ونضالي لتأهيل دور المرأة والرقمي بمكانتها داخل المجتمع، مبرزة أنها المدخل الفعلي لوضع آخر اللمسات لعقد المؤتمر الوطني الرابع للنساء الجبهويات، ومناسبة لحشد التعبئة الشاملة في أفق التحضير لخوض غمار الاستحقاق التشريعي لأكتوبر 2016.

ولم تفوت كلمة القطاع النسائي الفرصة للتعبير عن توافر الشروط الملائمة من أجل الالتفاف حول مشروع متكامل يضمن للمرأة صيانة وتعزيز حقوقها وأن تتولى هي بنفسها قيادة هذه المبادرة في ظل توافر ارادة ملكية سامية تأكدت على مر الايام في اتجاه تمثيع النساء بالمكانة اللائقة بمن داخل المجتمع، وبما يؤكد إسهامهن الفعلي لتحقيق مشروع المجتمع الديمقراطي الحدائثي المبني على مبادئ المناصفة وتكافؤ الفرص والعدالة الاجتماعية. وتميزت مداخلات الندوة التي أدارت أشغالها أمينة سبيل عضو الأمانة العامة عضو منسق للجنة التحضيرية للقطاع النسائي، بالتنصيص على غياب ارادة حكومية صادقة لضمان شروط الحماية الاجتماعية للمرأة ضد كل أشكال العنف بما هو سلسلة متلاحقة متصلة ومتفاعلة، تمارس على النساء من قبل الأفراد والمؤسسات على حد سواء. كما عرت المداخلات على حجم الخصائص الفظيع الذي عرفته مشاريع

<http://www.almaghribtoday.net/women/pagenews/230516164302->

<http://www.almaghribtoday.net/women/pagenews/230516164302-%D8%A7%D9%86%D8%AA%D9%82%D8%A7%D8%AF%D8%A7%D8%AA-%D9%88%D8%A7%D8%B3%D8%B9%D8%A9-%D9%84%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%83%D9%88%D9%85%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%AC%D8%B9%D8%A9>



يوم دراسي حول موضوع الصحة العقلية بمراكش

نشر بتاريخ 23 أيار 2016 الميري مولاي الهاشمي

شهد المقر التاريخي لبلدية مراكش يوم السبت 21 ماي 2016، حدث تنظيم يوم دراسي حول موضوع "الصحة العقلية، ودور متصرفي القطاع في مجهودات محاربة الوصم والإقصاء"، وذلك بتعاون بين الجمعية الوطنية لمتصرفي قطاع الصحة والمديرية الجهوية للصحة بجهة مراكش آسفي. وقد شهد هذا اللقاء الذي ترأسه كل من المدير الجهوي للصحة ورئيس الجمعية، إقبالا مميزا، حيث حضره أزيد من 120 مشارك من مختلف العائلات المهنية للصحة بينهم أطر طبية وتمريضية وتدريبية متخصصة في التكفل بالصحة النفسية والعقلية. كما شارك في هذا اللقاء نخبة من ممثلي جمعيات المجتمع المدني المختصة وعدد من المهتمين بموضوع اليوم الدراسي. وقد تم تقاسم عروض قيمة تناولت بالدرس المحاور التالية:

- عرض حول عناصر الاستراتيجية القطاعية للتكفل بالصحة العقلية ومحاربة الإدمان قدمه الدكتور هشام بري، رئيس قسم الأمراض غير السارية بوزارة الصحة،

• محاضرة حول البعد الحقوقي للتكفل بالصحة العقلية، قدمها الأستاذ عبد الحق مصدق، مستشار لدى رئاسة المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالرباط،

- عرض حول الأدوار المنوطة ببيئة المتصرفين من خلال مساءلة وظائفهم المتنوعة، كرافعة لبلوغ أهداف الاستراتيجية القطاعية للتكفل بالصحة العقلية ومحاربة الوصم والإقصاء، قدمه السيد عبد اللطيف الزغادي رئيس القطب الإداري بمستشفى السعادة للأمراض العقلية بمراكش. وقد لمس المشاركون من خلال العروض المقدمة، ومن خلال التفاعلات الإيجابية لكل المتدخلين، ما يكتسبه موضوع الصحة العقلية والنفسية من حساسية جعلت منه أولوية في الاستراتيجية القطاعية للصحة. وأجمعوا على أن بلوغ الأهداف المسطرة في هذا المجال يبقى رهينا بدرجة وعي وانخراط كل المعنيين والمتدخلين من داخل ومن خارج القطاع، وبدرجة التزام كل الأطر المنتهية لمختلف العائلات المهنية للصحة، ومشاركتها في البرمجة والأجراء والتتبع والتقييم، كل من زاوية مهامه الوظيفية والتخصصية.
- كما كان اليوم الدراسي فرصة سانحة لتفاعل الأطر الصحية المتخصصة والممارسة في ميدان الصحة العقلية والنفسية بجهة مراكش آسفي مع عدد من مسؤولي القطاع خارج إكراهات العلاقة الإدارية الرسمية، ومناسبة للتفاعل مع فعاليات المجتمع المدني والمنظمات الحقوقية ووسائل الإعلام الحاضرة.
- كما شهد اليوم الدراسي لحظات صادقة تم خلالها التعبير بصوت واحد عن التنويه والتقدير والإشادة بكل من يناضل بالتزام صادق وفي صمت لأجل محاربة مختلف تجليات الوصم والإقصاء والتمييز، وبكل من كان له حظ وشرف المشاركة في عملية الكرامة في بداية صيف 2015، إذ تم استحضار أهم لحظات تلك العملية وتقديم شهادات شخصية لبعض الأطر الطبية والتمريضية والإدارية والجمعوية التي عاشت تلك التجربة ولا تزال مستمرة في التزامها وانخراطها في مجهودات الكرامة. وقد حرصت الجمعية الوطنية لمتصرفي قطاع الصحة على أن تقوم بتكريم رمزي لكل هؤلاء في شخص السيد المدير الجهوي للصحة وفي شخص السيدة مديرة مستشفى السعادة للأمراض العقلية بمراكش.
- وقد حرصت الجمعية الوطنية لمتصرفي قطاع الصحة على تدوين كل المقترحات والتوصيات والأفكار الإيجابية والبناءة التي أتت في العروض الثلاث المتكاملة وتلك التي صدرت عن المتدخلين خلال الندوة إضافة إلى الاقتراحات التي صاغتها الجمعية في مذكراتها الموضوعية كأرضية للنقاش. مما مكن من إعداد مذكرة تتضمن خلاصة للتوصيات الملحقة بهذا التقرير متمنية أخذها بعين الاعتبار لتطعيم الاستراتيجية القطاعية والمخطط الوطني للتكفل بالصحة العقلية والنفسية

الدريوش: لقاء تحسيسي حول البيئة بمدرسة الشروق

بلاغ صحفي

تنظم المديرية الإقليمية لوزارة التربية الوطنية والتكوين المهني بالدريوش بتنسيق مع **اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالحسيمة-الناظور**، لقاء تحسيسيا حول البيئة لفائدة تلاميذ مدرسة الشروق وذلك يوم الثلاثاء 24 ماي 2016 بالدريوش على الساعة الثالثة زوالا.

ويهدف هذا النشاط إلى تحسيس وتوعية النشء بأهمية احترام البيئة وتطوير علاقته بها وهو ما يتطلب الارتقاء بالتربية البيئية. وللتحسيس بأهمية هذا الموضوع، سيقدم النادي البيئي بالمؤسسة عرضا حول الموضوع متبوعا بنشاط مسرحي بمشاركة التلاميذ والتلميذات.

وستنصب مداخلة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالحسيمة-الناظور على إبراز العلاقة المترابطة بين الحقوق الإنسانية والبيئة وما يسببه التدهور البيئي مثل التصحر وتغير المناخ وتلوث المياه البحرية والعذبة على تراجع الحقوق البيئية بشكل عام.

كما سيتم تسليط الضوء على التشريع الوطني في المجال البيئي والتزامات المغرب الدولية خاصة بعد توقيعه على الاتفاقية الإطار للأمم المتحدة حول التغيرات المناخية خلال انعقاد مؤتمر الأمم المتحدة بريودي جانيرو سنة 1992، والتي صادق عليها في دجنبر 2005.

يذكر أنه سبق للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالحسيمة-الناظور أن نظمت أيضا يوما دراسيا حول "البيئة وحقوق الإنسان" بشراكة مع جامعة محمد الأول بوجدة والجمعيات العاملة في المجال البيئي في دجنبر 2015، وذلك في سياق التحضيرات لتنظيم مؤتمر الأمم المتحدة حول تغير بمراكش في نونبر المقبل. ((COP22 المناخ

للتذكير

النشاط : لقاء تحسيسي حول البيئة

التاريخ: الثلاثاء 24 ماي 2016 ، على الساعة الثالثة زوالا

التوقيت: الثالثة بعد الزوال

المكان : مدرسة الشروق الابتدائية بالدريوش

للاتصال : اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالحسيمة الناظور). (39.98.59.7105 .

الجدل حول خادمت البيوت بالمغرب يصل لأمريكا بحضور هيلاري كلينتون

23 مايو 2016

يشترك المغرب، الوحيد في الدول العربية، من خلال المنظمة الديمقراطية للشغل في أشغال المؤتمر الدولي للاتحاد الدولي لعمال الخدمات بأمريكا، صباح اليوم الاثنين، والذي تميز بحضور مرشحة الحزب الديمقراطي لرئاسة الولايات المتحدة الأمريكية هيلاري كلينتون، لدعم ترشيحها. وقد ألقى الكاتب العام للمنظمة علي لطفي مداخلة حول مقارنة المغرب في التعاطي مع قضايا الهجرة واللجوء، وخاصة مع ازدياد أعداد المهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء وتحول المغرب من دولة للعبور إلى فضاء للاستقرار. ووقف علي لطفي عند القرار التاريخي للملك محمد السادس القاضي بتدبير المغرب لملف الهجرة باعتماده مقارنة جديدة أكثر إنسانية واجتماعية، وتوجيه الحكومة لتسوية أوضاع المهاجرين والمهاجرات وأبنائهم المتواجدين على أرض المغرب والعمل على إدماجهم الاجتماعي. **وتحدث الكاتب العام لل ODT عن تعاون نقابته مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان في التأييد النقابي للعمال المهاجرين وحماية حقوقهم الاقتصادية والاجتماعية، فضلا عن قضية المساواة وحقوق المرأة العاملة وتشغيل العاملات المنزليات.**

وقد تم أمس إعادة انتخاب ماري كاري هنري رئيسة دولية للاتحاد النقابي العمالي، والمصادقة على عدد من القرارات والتوصيات تتعلق بالأجور والمساواة والعدالة الاقتصادية ومحاربة العنصرية والهجرة والبيئة واستراتيجية العمل النقابي المستقبلي وتطويره بالتضامن الدولي بين العمال في مواجهة الشركات العابرة للحدود والمناولة وترحيل الخدمات والتخلص الضريبي.

<http://www.eljwab.com/%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%AF%D9%84-%D8%AD%D9%88%D9%84-%D8%AE%D8%A7%D8%AF%D9%85%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%A8%D9%8A%D9%88%D8%AA-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8-%D9%8A%D8%B5%D9%84-%D9%84%D8%A3.html>

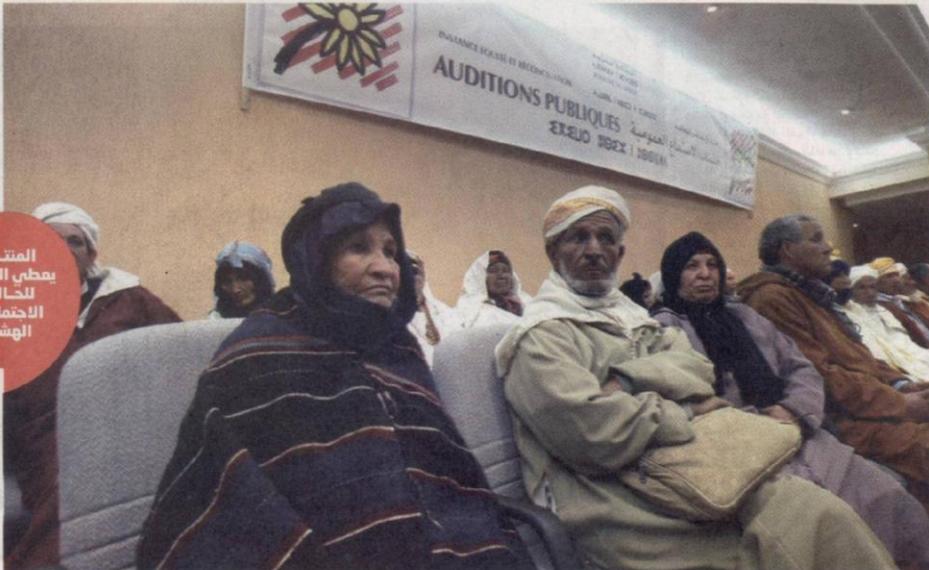


تسوية. جدل حول تحركات فئة من ضحايا سنوات الرصاص

الشفشاوني: تمت تسوية أكثر من 1300 ملف في غضون سنة 2016 في انتظار تنفيذ الحكومة لوعدها

3/1/16

وليام فراغ



المتحدثي يعطي الأولوية للحالات الاجتماعية الهشة.

يستطيع أحد التشكيك فيها أو تجاهلها. لكن، يستدرك الشفشاوني، مازالت في المنتدى حالات شاذة تسمى خارج الأجل، وهي التي لم تضع ملفها داخل الأجل الذي حددته الهيئة من قبل أعلى سلطة في البلاد، والذي تم تصديده إلى سنة إضافية بملء جهم وسائل الإعلام، على حد تعبير المصدر نفسه. وأضاف الشفشاوني أنه تم تدريس أكثر من 22 ألف حالة داخل الهيئة "لكن الكف عن حالات أخرى في سنوات 2012 و2013 تقصد المنتدى لوضع ملفاتها في أجل غير قانوني". وعن الحلول الممكنة لهذه الفئة، أكد الشفشاوني أن المنتدى يبحث عن صيغ لهؤلاء المتضررين مع العلم أن هذا قرار سياسي ناتج عن أعلى سلطة في البلاد، مبرزا أن المنتدى يعطي الأولوية للحالات الاجتماعية الهشة. وفي وضعية شفافة لإتباعها محليا، وقد تمكن من الوصول إلى صيغ كثيرة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان مثل إحالة هؤلاء المتضررين على التعاضد الوطني، كل في منطقته، إلا أنهم نفخوا اعتصامات أمام المجلس، ما زاد من تازم الأوضاع، حسب المتحدث ذاته. وعلى صعيد آخر، تحدث الشفشاوني عن ملف تلاميذ المدرسة العسكرية "أهرمومو"، الذي قال إنه مستعص، موضحا أن الحكومة قادت تدريس ملفهم وجرى رصد مبلغ مالي يتراوح ما بين 4 و5 ملايين سنتيم وتحويله لصالح هؤلاء الضحايا، الذين وضعوا ملفاتهم داخل الأجل، مؤكدا أن هذه الفئة اعتبرت الحل مرضيا ونصفا، أما تنفيذ، يضيف الشفشاوني، فيبقى بيد رئاسة الحكومة التي لها أجدتها الخاصة وتأخذ وقتها الكافي لدراسة الملفات. كما استنكر المتحدث ذاته تردد الحكومة التي قال "إنها ليست قوية لحل هذا الملف، مبرزا أنها وحدها من تمك القرار الآن، وهي الحقيقة التي تجعل المنتدى يتهم بالتواطؤ مع الحكومة".

والإدارية، ما شرع فيه المنتدى منذ سنة 2009، موضحا أن المنتدى بدأ في ذلك العهد مع المجلس الاستشاري السابق في تسوية وضعية 560 حالة ممن لهم توصيات بالإعماج، والتي بلغت اليوم 1300 حالة الانتهاكات الجسدية ولديهم توصيات من هيئة الإتصاف والمصالحة بالإعماج من 560 إلى أكثر من 1300 ما بين 2009 و2016، مشيرا إلى أنها أرقام مضبوطة لا

ومن لهم أوضاع مازالت عالقة "إلا أنه لا يمكن تعميم وضعهم على جميع ضحايا الانتهاكات"، بتعبير الشفشاوني. أما بخصوص المشكل الطروح، فأبرز مسؤول المنتدى أن هناك بالفعل ضحايا عانوا من الانتهاكات الجسدية ولديهم توصيات من هيئة الإتصاف والمصالحة بالإعماج وتسوية أوضاعهم المادية

رصد مبلغ يتراوح بين 4 و5 ملايين سنتيم تسوية وضعية ضحايا "أهرمومو"، الذين وضعوا ملفاتهم داخل الأجل.

أجل الحقيقة والإتصاف، أنه لا وجود في المنتدى لما يسمى لجنة الإعلام والتواصل، نافية أن يكون البلاغ صادرا عن مجموعة حقوقية معترف بها ولها أنشطة سنوية قائلا "إن هذا البلاغ لفرد معين يعتبر أنه يمثل فرعا ويضبط نفسه رئيسا عليه"، مؤكدا أن من يعتبرون أنفسهم في لجنة الإعلام مجرد أشخاص فيهم المتضررون

وجّه مجموعة من الأفراد ضحايا الانتهاكات الجسدية اتهامات للمنتدى الغربي من أجل الحقيقة والإتصاف بتهمونه فيها بالتواطؤ مع الحكومة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان في حل ملفاتهم العالقة، وتكر بلاغ عن اللجنة الوطنية للإعلام والتوثيق في المنتدى، توصلت آخر ساعة بمتسخة منه، إن فئة من ضحايا سنوات الرصاص والمتعلقين السياسيين السابقين مازالت تنتظر تنفيذ ما حملته إليهم مقرراتهم التحكيمية من توصيات حث عليها هيئة الإتصاف والمصالحة، منها من مازال ينتظر تنفيذ توصية التسوية المالية والإدارية والتأهيل الصحي والمرافقة النفسية والإعماج الاجتماعي، فضلا عن مجموعة "أهرمومو"، التي قبل إن فضبتهما مازالت تراوح مكانها. واستنكر البلاغ "وجود مجموعة من المتعصين لأكثر من سنة أمام المجلس الوطني لحقوق الإنسان فقط يدعوى أنهم "خارج الأجل" رغم أن هؤلاء عندما كانوا تحت طائلة التكبيل والتعذيب لم يكن هناك أجل يذكر". وفي السياق نفسه، عاب الضحايا المعنوية بالبلاغ ما سموه "التحركات غير البريئة التي قالوا إنها تسعى إلى جعل المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإتصاف بصير مجرد ملحق شبه رسمي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، "حتى ينتهي للمجلس تسويد المقاربة الرسمية للطبي القسري".

ملف ماضي الانتهاكات الجسدية لحقوق الإنسان، وتساءل الموقعون على البلاغ إن كان المكتب التنفيذي للمنتدى قادرا بالفعل على إعادة الوهج للمنتدى وإعادة للحمّة إليه أم أنه سيقال بتناكل إلى أن يتم تشييعه إلى مفواه الأخير، حسب المصدر نفسه. ومن جهته، أكد عبد السلام الشفشاوني، عضو المكتب التنفيذي للمنتدى المغربي من

اغتصاب القاصرات في قانون العمال المنزليين. ماذا يقول القانون الجنائي المغربي؟

أطلق مجموعة من الحقوقيين عريضة دولية ضد قانون تشغيل القاصرين، الذي صادقت عليه لجنة القطاعات الاجتماعية مؤخرا تحت شعار "لا لاستغلال القاصرات في العمل المنزلي"، موجهة إلى مجلس النواب.

وقال الحقوقيون، في عريضتهم التي تجاوز عدد الموقعين عليها 1600 خلال يومين، إن لكل طفل الحق في التمتع بحقوقه كاملة، معتبرين أن يوم التاسع من ماي هو يوم حزين بالنسبة للفتيات القاصرات بالمملكة المغربية، ومعبّر عن غضبهم من تمرير هذا القانون الذي "يدمر الحلم بجياة أفضل".

ويضيف الحقوقيون في عريضتهم: "باسم أطفال المغرب وفتياته الصغار، نطلب منكم تحمل مسؤولياتكم الكاملة كنواب للأمة خلال جلسة التصويت العامة على القانون واتخاذ القرار المناسب بناء على مبادئنا الدستورية والاتفاقيات الدولية التي صادقت عليها المملكة، وأخذنا بعين الاعتبار رأي كل من المجلس الوطني لحقوق الإنسان والمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، وأيضا رأي الخبراء في المجال".

وأكد الموقعون على العريضة إلى أن القانون بمثابة "اغتصاب للطفولة"؛ بحيث يكون على أطفال صغار تحمل شقاء العمل.

وأشار المصدر نفسه إلى أن عمالة الأطفال تعرضهم لأشكال مختلفة من نقاط الضعف الاقتصادية والاجتماعية ومختلف أشكال الاستغلال، كما أنها ضد تطور البلاد وتقلل فرص الاندماج الاقتصادي والاجتماعي لدى هؤلاء الأطفال.

يذكر أن وزير الاتصال الناطق الرسمي باسم الحكومة، مصطفى الخلفي، أكد أن "الملاحظات التي تثار من طرف عدد من الهيئات تفهمها الحكومة"، مبرزا أن "الوزير المعني بالتشغيل والشؤون الاجتماعية كشف عن العناصر الإيجابية التي يمكنها أن تطور المجال".

ويأتي رد فعل الحكومة على خلفية الغضب العارم الذي اجتاحت الفعاليات المجتمعية وأحزاب المعارضة، خصوصا أن الوزير الذي جاء بالقانون ينتمي لما يعرف بالصف الحداثي، والذي دافع، وبشدة، عن رفض تشغيل الأطفال عندما كان برلمانيا.

<http://participation.ma/2016/05/23/%D8%A7%D8%BA%D8%AA%D8%B5%D8%A7%D8%A8-%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%A7%D8%B5%D8%B1%D8%A7%D8%AA-%D9%81%D9%8A-%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%85%D9%91%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D9%84%D9%85/>

الفريق الدستوري يرسل لجنة العدل بخصوص قانون العنف ضد النساء

قام الفريق الدستوري رفقة بعض من فرق المعارضة بتوجيه مراسلة الى لجنة العدل و **التشريع تطلب من خلالها استشارة المجلس الوطني لحقوق الإنسان بخصوص مشروع القانون المتعلق بالعنف ضد النساء.**

ويسعى مشروع القانون المذكور الى معالجة محدودية الترسنة القانونية السارية المفعول في تأمين الحماية اللازمة للنساء ضحايا العنف. و في نفس الاطار عرف هذا المشروع العنف ضد النساء بأنه " كل فعل أساسه التمييز بسبب الجنس، يترتب عليه ضرر جسدي أو نفسي أو جنسي أو اقتصادي للمرأة".

و ذكر المشروع أيضا بعض العقوبات منها تشديده على رفع العقوبة في حال ارتكاب فعل التحرش الجنسي من طرف أحد الأصول أو المحارم أو من له ولاية أو سلطة على الضحية أو مكلف برعايته أو كافلا له، أو إذا كان الضحية قاصرا.

POLITIQUE

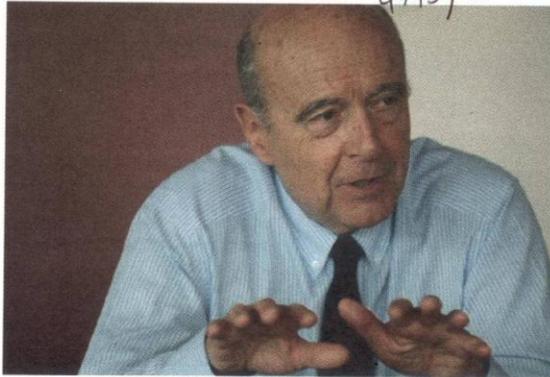
Alain Juppé en campagne au Maroc

• L'ex-chef de la diplomatie rappelle les fondamentaux de la politique française

• En visite au Royaume à quelques mois des primaires des Républicains

Si Alain Juppé est élu, la position de la France sur le conflit du Sahara ne changera pas. «La position de la France est claire. Nous sommes pour une solution politique, juste et durable. Nous estimons que le plan d'autonomie fournit une base sérieuse et solide de la solution, qui ne dépend pas principalement de la France», précise-t-il en rappelant le récent vote en faveur de la prorogation d'un an du mandat de la Minurso. Alain Juppé était à Casablanca hier pour rencontrer les médias. Le but de son voyage est de présenter son programme électoral à la communauté française.

L'échéance la plus proche étant les primaires du 20 novembre pour la désignation du candidat qui représentera le parti Les Républicains (ex-UMP) aux prochaines présidentielles. A l'intérieur de l'organisation politique de droite, la compétition est rude. L'ancien président Nicolas Sarkozy veut briguer un nouveau mandat. D'autres cadres du parti veulent



Alain Juppé, maire de Bordeaux, membre du parti Les Républicains: «Avec le recul, il est plus facile en 2016 de dire qu'il n'aurait pas fallu faire cela en 2011. Kadhafi voulait détruire Benghazi. Et nous nous sommes dit: nous ne le laisserons pas faire» (Ph. AFP)

et dans lequel les Palestiniens pourront créer leur propre Etat. Malheureusement, c'est le discours que nous tenons depuis des années, mais les choses n'avancent pas», avoue Alain Juppé. Sans aller jusqu'à désigner les responsables du blocage, l'ancien ministre rappelle «la nouvelle initiative française qui porte sur l'organisation, le 3 juin, d'une énième conférence internationale sur le conflit à Paris, en l'absence des deux parties concernées. Seul le quartet et quelques

Juppé a rappelé «l'intérêt de la France à ce que la région du Maghreb reste stable.

«J'ai été en Algérie, en Tunisie. La chronologie des visites est toujours difficile. Nous avons un intérêt particulier pour la Tunisie qui est actuellement en transition et qui subit le contrecoup de la situation en Libye. Elle est déstabilisée par les attentats, l'effondrement de ses principales ressources, qu'est le tourisme... L'enjeu maintenant est de l'aider à se stabiliser», confie Alain Juppé. Concernant les relations tendues entre le Maroc et son voisin de l'Est, Juppé a déclaré avoir, lors de sa visite en Algérie, plaidé pour une bonne entente entre les deux pays.

Quant au dernier rapport américain sur les droits de l'Homme qui a soulevé des tollés: «J'ai rencontré le président du Conseil national des droits de l'homme qui fait un travail extraordinaire. Le Maroc est sur la bonne voie», signale Juppé. □

Hassan ELARIF

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

«Ali Juppé»...

«Ali Juppé» ou le «grand mufti de Bordeaux», ce sont les deux sobriquets que le maire de Bordeaux s'est vu attribuer en France par l'extrême droite. Des surnoms dus à la position de l'ancien chef de la diplomatie française par rapport à la place de l'islam en France. La France est une République qui prône les valeurs de la laïcité, qui donne le droit à tout le monde de choisir sa religion en toute liberté. Mais les religions doivent relever du domaine privé et non public. «Moi j'ai toujours dit que les imams doivent prêcher en français pour que nous comprenions ce qu'ils disent et ils doivent disposer d'une formation sur la laïcité», précise Alain Juppé. □

lui barrer le chemin: son ancien Premier ministre François Fillon, d'anciens ministres tels que Nathalie Kosciusko-Morizet, Nadine Morano, Hervé Mariton, Bruno Le Maire... Mais de tous les candidats, Alain Juppé est le plus «controversé», en raison surtout de son âge: 71 ans. Mais il n'en a cure. Au cours de la sortie médiatique, il n'a pas hésité à exprimer son point de vue sur un certain nombre de thématiques concernant notamment le Maroc, les relations maroco-françaises, le contexte politique international... Sur certains dossiers, le maire de Bordeaux se veut catégorique: La continuité sera de mise. Pour le conflit israélo-palestinien, «la France continuera de promouvoir le schéma de deux Etats, dans lequel la sécurité d'Israël n'est pas négociable

pays de la région ont déjà confirmé leur participation. Une nouvelle rencontre pourrait se tenir avant la fin de l'année, avec la participation des parties concernées. Mais cela dépendra des résultats de celle du 3 juin.

D'autres éléments de continuité concernent la position de la France au sujet de la situation en Libye. «Les élections de 2012 avaient suscité les espoirs pour l'émergence d'une véritable démocratie. Malheureusement, la communauté internationale ne s'est pas suffisamment engagée dans le processus politique. Le Maroc a joué un rôle positif pour le rapprochement des positions des deux gouvernements libyens. Ce qui a permis la signature d'un accord à même de stabiliser le pays». Toujours dans la région, Alain

Mardi 24 Ma

Conseil supérieur du pouvoir judiciaire

Plus de 3.800 magistrats aux urnes le 23 juillet

4779/25 CNDH

- Les élections professionnelles coïncident avec les vacances judiciaires
- Les juges de la Cour de cassation écartés par la loi!
- Trois femmes sur les dix candidats en lice

LES élections du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire sont fixées pour le 23 juillet (voir tableau). Les juges des Cours d'appel et ceux des tribunaux de première instance devront élire 10 représentants sur 20 membres. Sur les dix autres, 5 sont nommés par le Roi et 5 sont membres de plein droit (premier président de la Cour de cassation, présidents du CNDH, du Médiateur...).

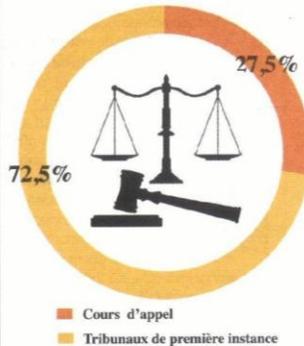
Les listes électorales sont disponibles depuis vendredi dernier dans les juridictions du Royaume et sur le site du Conseil supérieur de la magistrature (www.justice.gov.ma/csm).

C'est un vrai tournant que vit la profession. D'abord parce que l'organisation de ces élections intervient juste après la publication au Bulletin officiel du 14 avril 2016 des lois organiques relatives au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire et au statut de la magistrature. Ensuite, ce rendez-vous électoral va définitivement enterrer le Conseil supérieur de la magistrature qui assure l'intérim.

«Celui-ci va continuer à se réunir pour accompagner le déroulement du processus électoral», précise Mustapha Ramid, en sa qualité de président délégué du Conseil supérieur de la magistrature. L'annonce de ces élections suscite des commentaires au sein de la corporation. D'autant plus que le mois de juillet coïncide avec la saison estivale et donc les vacances judiciaires. «Toutefois, le choix de la date peut être motivé par l'urgence. Car l'adoption de la loi organique est intervenue tardivement, soit cinq ans après l'entrée en vigueur de la Constitution de 2011...», tempore pour sa part Abdelatif Chentouf, président du Club des magistrats du Maroc.

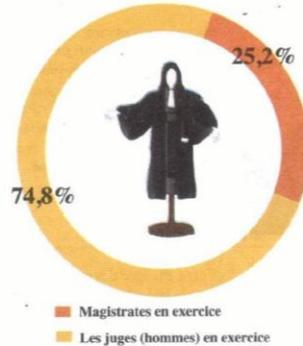
Le vice-président de l'Amicale Hassania des magistrats, Mohamed Khadraoui, verse dans le même sens: «Les vacances judiciaires risquent d'avoir un impact sur le taux de participation et par conséquent sur les résultats des élections. L'enjeu est très important parce qu'il n'est pas seulement question

Répartition des juges par juridiction*



Source: Conseil supérieur de la magistrature
 * Les juges de la Cour de cassation ne sont pas inclus

Répartition des juges par sexe



L'on compte 965 magistrates sur les 3.821 juges en exercice à fin avril 2016. Les dames sont plus présentes dans les tribunaux de première instance (832) que les Cours d'appel.

Des élections professionnelles en 4 phases

Processus	Date
Publication des listes électorales	20 mai 2016
Démarrage des dépôts de candidatures	20 juin 2016
Début de la campagne électorale	4 juillet 2016
Elections des juges candidats	23 juillet 2016

Source: Conseil supérieur de la magistrature

Les juges électeurs auront 21 bureaux de vote à leur disposition, soit une moyenne d'un bureau dans chaque Cour d'appel. Le dépouillement des bulletins aura lieu à la Cour de cassation qui siège à Rabat



d'une instance professionnelle, mais d'une institution constitutionnelle». Le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire est régi par les articles 113 à 116 de la Constitution: sa mission est de veiller «aux garanties accordées aux magistrats, notamment leur indépendance, leur avancement, leur mise en retraite, leur discipline». L'instance va devoir aussi «élaborer des rapports sur l'état de la justice et du système judiciaire, émettre des avis au Roi, au gouvernement et au Parlement...».

Les chantiers ainsi que les attentes sont énormes. Interrogés par L'Economiste sur les candidatures en vue, le Club des magistrats du Maroc et l'Amicale Hassania des magistrats insistent sur leur neutralité. «Les candidats (élus) seront les représentants de tous les juges et devront être à la hauteur de cette transition décisive», estime Mohamed Khadraoui, magistrat détaché à la Cour de cassation. Aucun prétendant ne s'est en-

core déclaré officiellement. En attendant, les deux associations (qui auront tout de même leurs favoris) ont déjà constitué des commissions de suivi des élections de juillet. Sur les dix futurs élus, 3 seront des femmes. «C'est un acquis pour cette étape transitoire que nous vivons»,

commente le vice-président de l'Amicale Hassania des magistrats. La Constitution prévoit que la représentation féminine soit «dans la proportion de leur présence dans le corps de la magistrature». Elles sont 965 femmes juges sur 3.821 magistrats, soit le quart de la profession. Sur ce point, le Club des magistrats du Maroc exprime son satisfecit: «C'est un premier pas encourageant surtout qu'il n'y a actuellement aucune femme membre du Conseil». Abdelatif Chentouf s'inscrit dans une perspective de parité entre les sexes.

Les grands absents de ces élections historiques sont les juges de la Cour de cassation qui ne peuvent ni élire ni présenter des candidats. Pourtant, la corporation avait formulé sa proposition qui n'a pas été retenue par le Parlement. Le législateur a raté le coche sur ce coup-là, estime un praticien. La Cour constitutionnelle ne s'est pas non plus prononcée sur ce point alors même qu'elle a visé d'office le projet de loi relatif au Conseil

supérieur du pouvoir judiciaire. □

Faïçal FAQUIHI

Pour réagir à cet article:
courrier@economiste.com



Samir Chaouki
Directeur de publication
s.chaouki@leseco.ma

Le Maroc selon Juppé

^{(16/05/2012) CNDH}
Alain Juppé, ancien premier ministre de la France et candidat aux primaires présidentielles, a fait une escale intéressante au Maroc. Officiellement dans le cadre du jumelage de Casablanca et Bordeaux, dont il est le maire et officieusement pour préparer sa campagne des Français du monde. Dans son point de presse, il était, on ne peut plus, clair sur le Maroc quant aux points économiques, diplomatiques et politiques. Juppé regrette que la France ait perdu son rang de premier partenaire du royaume en assumant pleinement ses responsabilités. Il considère que la France ne fait pas grand chose pour propulser les PME en dehors du territoire français. Ce qui a été marquant, c'est qu'à aucun moment il n'a essayé de faire endosser la responsabilité au gouvernement, piloté par le PS, adversaire politique juré. Il préfère pointer du doigt la France en guise de partage de responsabilités par tous les gouvernements successifs. Juppé a eu la même clarté et la même cohérence de discours quand il a évoqué l'affaire du Sahara, à la demande des journalistes. Il a brillamment pris le bâton par le milieu, rappelant au passage les relations historiques de son pays avec l'Algérie, tout en émettant le souhait de rallier d'autres puissances à la position française, proche du Maroc, il faut le rappeler. S'agissant de l'actuelle crise Maroc-USA, Juppé, tout en donnant droit aux puissances d'évaluer les pays en matière de libertés et droits de l'Homme, a loué le travail accompli par le CNDH. C'est dire la profondeur et la pertinence du discours même quand on n'y adhère pas.

Maroc : en attendant Marrakech, les échos de la COP22 à J-167

MAROC , COP22 PUBLIÉ LE 23/05/2016 À 18H26

Gouvernements, experts du climat et ONG vont se réunir à Marrakech du 7 au 18 novembre prochain pour la Cop22, nouveau round de négociations internationales sur les changements climatiques. Au Maroc et ailleurs, quelques-unes des dernières infos sur la préparation de cet événement majeur pour la planète et le royaume qui deviendra à l'automne, et pour un an, le porteur de la flamme verte du climat.

Evènements, déclarations, activité sur les réseaux sociaux, petites et grandes initiatives... les préparatifs de la COP22 de Marrakech vont bon train. D'ici au 7 novembre, la "chaîne Maroc" de L'Usine Nouvelle en sélectionnera régulièrement quelques unes des plus marquantes.

Le fait

A Bonn lors d'une négociation intermédiaire sur le climat, Salaheddine Mezouar, ministre des Affaires étrangères du Maroc et président du comité de pilotage de la COP22 a tracé le 16 mai le plan d'action pour l'horizon 2020 et ses trois priorités du Maroc pour la COP22 qui se veut "celle de l'action".

Premier point : stimuler la finance climatique, notamment par la création d'un mécanisme d'optimisation de l'accès aux fonds, intitulé "Mécanisme de financement accéléré". Sans oublier, l'objectif global de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020.

Deuxième point : l'adaptation de l'agriculture africaine aux défis climatiques, via des mécanismes de financement ou encore la séquestration du carbone dans les sols agricoles.

Troisième point : préserver les remparts à la désertification dans les zones oasiennes. Le Maroc et la présidence française vont aussi œuvrer pour convaincre un maximum de pays à ratifier l'Accord de Paris du 13 décembre 2015.

Le tweet

Le #Maroc a signé le 16 mai à Bonn l'accord de siège marquant l'engagement officiel pour l'organisation de la #COP22

La citation

"Le changement climatique est désormais la première cause de migration forcée. Pourtant, la question a longtemps été omise dans la discussion et l'analyse", Anis Birou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration au colloque sur les tendances des migrations climatiques et leurs enjeux le vendredi 20 mai à Rabat.

Le chiffre

25 000 : nombre de participants attendus à Marrakech.

24/05/2016

Conseil national des droits de
l'Homme

41

www.cndh.org.ma

Les vidéos

Audition conjointe à Paris au Sénat sur la ratification de l'accord de Paris - COP 21 de Hakima El Haite, ministre marocaine de l'environnement et Laurence Tubiana, ambassadrice française pour les négociations climatiques.

A voir aussi Hakima El Haite, au "Climate action summit" les 5 et 6 mai à Washington

infos en bref

- > La mexicaine Patricia Espinosa Cantellano succédera en juillet comme secrétaire exécutive de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) à Christina Figueres, nommée après la COP15 de Copenhague en 2009 et qui a conduit la négociation de Paris.
- > La Charte de l'environnement des collectivités territoriales de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a été signée, le 22 mai à Tanger. Cette signature entre dans le cadre des préparatifs de la deuxième conférence des Parties des pays méditerranéens (MedCOP22) qui s'ouvrira le 18 juillet à Tanger. De nombreux chefs d'Etat ou de gouvernement de la région, notamment François Hollande sont attendus.
- > Casablanca Finance City organisera le 4 novembre à Casablanca l'événement international "Climate Finance Day" (CFD) et succède ainsi à Paris Europlace, qui avait en 2015 piloté cette rencontre dans le cadre de la COP21.
- > Alsa, société espagnole de transport de voyageurs va équiper la ville de Marrakech de quatre bus touristiques 100% électriques. Ces bus à deux étages auront une longueur de 12 mètres et auront une capacité de 71 places assises. Ils devraient être en circulation une semaine avant le démarrage de la COP22.
- > Une "journée sans voiture" au Maroc se déroulera le dimanche 29 mai dans plusieurs villes dont Casablanca et Mohammedia. Une grande première pour le royaume.
- > La plateforme collaborative internationale Construction21, associant en France notamment l'Ademe a lancé sur son site internet un concours sur des initiatives innovantes en matière de bâtiment durable, les "Green Building & City Solutions Awards 2016". La participation est gratuite. Les réalisations présentées doivent être livrées au plus tard le 30 juin.
- > Les porteurs d'initiatives "vertes" au Maroc peuvent soumettre en ligne, un projet, ou un événement pour

qu'il bénéficie du "label" officiel COP22, Ceci via le site web dédié : <http://label-cop22.ma>.

Les événements à suivre

> L'UNESCO à Paris accueille du 23 au 27 mai l'édition 2016 de la "Semaine africaine de l'UNESCO" avec pour thème "La femme africaine face au défi climatique". La princesse Lalla Hasnaa, sœur du roi du Maroc est marraine de la manifestation.

> La deuxième semaine de l'Environnement se tient du 23 au 29 mai à Casablanca. Le thème du réchauffement climatique en lien avec la COP22 a été retenu. Au menu : conférences, activités de sensibilisation, nettoyage, remise des prix du Concours Casa Rues vertes ainsi que la journée sans voiture...

> La MedCOP22 se tiendra les 18 et 19 juillet à Tanger.

--- RAPPEL : CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA COP22 ---

Le premier coup de pioche des travaux sur le site de Marrakech Bab Ighli a été donné le 10 mai. Le coût de l'aménagement doit s'établir à 35 millions d'euros.

les entreprises impliquées sur le site de Marrakech - Bab Ighli

- > Aménagement du village : groupement conduit par GL Events (Léni et Manzeh Diafa, L'Agence Publicis, GL Event Audiovisual, GL Mobilier, Hall Expo, Capital Events)
- > Assistance à maîtrise d'ouvrage : Oger International Maroc
- > Contrôle technique des travaux : Veritas Maroc
- > Gestion des hébergements et de transports aériens et terrestres des participants : S'Tour et B Network
- > Communication : agences Mosaik, Initiative 360 et Image Factory

Le financement prévu de la manifestation

- > Gouvernement du Maroc : 300 millions de dirhams soit environ 27,5 millions d'euros (1000 dirhams = 92 euros)
- > Union Européenne : 22 millions de dirhams (55 millions de dirhams en négociation)
- > Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : 19,23 millions de dirhams
- > Fonds international de développement agricole (FIDA) : 4,325 millions de dirhams

L'équipe OFFICIELLE DU MAROC

- > Président du comité de pilotage : Salaheddine Mezouar, ministre des Affaires étrangères,
- > Commissaire général : Abdelâdim Lhafi, haut-commissaire aux Eaux et Forêts et à la lutte contre la Désertification

- > Ambassadeur pour la négociation multilatérale : Aziz Mekouar
- > Président du comité scientifique : Nizar Baraka, président du CESE
- > Envoyée spéciale pour la mobilisation : Hakima El Haite, ministre de l'Environnement
- > **Responsable du pôle société civile : Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)**
- > Responsable financier : Faouzi Lekjaa, directeur du budget au ministère des Finances
- > Responsable de la communication : Samira Sitaïl, directrice générale-adjointe de la chaîne de télévision 2M
- > Responsable de la logistique et de la sécurité : Abdeslam Bikrate
- > Responsable des partenariats public/privé : Said Mouline, directeur de l'Aderee
- > Responsable du pôle événements parallèles "side events" : Mohammed Benyahia

Les sites web à suivre

site officiel de la COP22 Maroc

site de la convention des nations Unies UNCFGG